

Réduire la pauvreté

Une critique de la société civile du Document des Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté

ou répéter des erreurs?



Katherine Cash and Diana Sánchez

Church of Sweden Aid, Diakonia, Save the Children Sweden and The Swedish Jubilee Network

Titre: *Réduire la pauvreté ou répéter des erreurs?*
Une critique de la société civile du Document des Stratégies pour la
Réduction de la Pauvreté

Publié par: Church of Sweden Aid, Diakonia, Save the Children Sweden and
The Swedish Jubilee Network, December 2003

Auteurs: Katherine Cash and Diana Sanchez

Copyright: Church of Sweden Aid, Diakonia, Save the Children Sweden and
The Swedish Jubilee Network

Design graphique: Karin Robérts

Ce rapport était produit par la « People Participating in Poverty Reduction (PPPR) project [les hommes qui luttent pour réduire la pauvreté] – une initiative commune entre Church of Sweden Aid, Diakonia et Save the Children Sweden en collaboration avec leurs partenaires.

Les opinions présentées dans ce rapport ne refléchissent pas nécessairement celles des organisations suédoises susmentionnées.

Une version électronique de ce rapport est disponible en Anglais (originale), espagnole et portugais.

Veuillez contacter une des organisations mentionnées au-dessus pour obtenir une copie.

SOMMAIRE

Remerciements	• 4
Avant Propos	• 5
Abréviations	• 6
Résumé	• 7
Introduction	• 14
Le Processus Du DSRP :	
Expériences Et Perspectives	• 17
Recommandations	• 25
Le Contenu Du DSRP :	
Perspectives Et Positions	• 27
Recommandations	• 33
Dsrp Application Et Contrôle :	
Perspectives Et Positions	• 35
Recommandations	• 41
Sources	• 43

REMERCIEMENTS

Les organisations et auteurs responsables de ce rapport aimeraient remercier toutes les organisations des partenaires qui ont vigoureusement contribué à la finalisation de ce rapport. Notre souhait est de collaborer avec toute organisation travaillant sur les stratégies pour la réduction de la pauvreté et du document pour la réduction de la pauvreté, et de compléter en fournissant aux uns et aux autres de précieuses contributions dans nos différentes tâches.

Avant propos

Nous, les 4 organisations suédoises responsables de ce rapport, avons un long passé car ayant travaillées sur les différents problèmes et contextes de développement. Diakonia, Church of Sweden Aid et Save the Children Suède coopèrent avec les organisations partenaires et les supportent dans bien des pays dans le monde. Dans ces réseaux d'organisation de partenaires, nous rencontrons une multitude d'expériences et d'obstacles du développement faisant face au monde actuel. Fort des expériences des organisations partenaires nous jouons le rôle d'avocat et ciblons les décideurs à tous les niveaux. De vive voix, nous informons les différents acteurs dans la société à propos des défis complexes du développement global. Le Réseau du Jubilé suédois (Swedish Jubilee Network) polarise toutes ses énergies sur l'éradication des dettes et de la pauvreté. Dettes et pauvreté ne sont d'ailleurs pas de nouveaux thèmes en Suède.

L'un des aspects importants de notre tâche est de lier l'expérience des problèmes de développement du niveau local aux structures socio-politiques et économiques du niveau national et global. Le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) est un exemple clair détaillant comment les problèmes du développement local sont liés avec les structures (économiques, politiques et sociales) au niveau national et global.

Le DSRP présente les stratégies pour la réduction de la pauvreté nationale. Il fut introduit par la Banque Mondiale (BM) et le Fond Monétaire International (FMI) en 1999. Il est considéré comme un nouvel outil pour la lutte contre la pauvreté, base pour l'allègement de la dette et l'accès au financement des donateurs tant bilatéraux que multilatéraux. Sous cette nouvelle approche, les gouvernements développent leurs propres stratégies pour la réduction de la pauvreté. Les SRP reposent sur le

principe fondamental d'une large participation du public et d'une plus grande internationalisation du programme par le pays – Respect des organisations de la société civile – Des débats ouverts ayant pour thème :” Obstacles et opportunités liés au DSRP”. Ils furent organisés juste après le lancement des DSRP. Cependant, les organisations partenaires à Diakonia, Church of Sweden et Save the Children Suède ont une expérience et une connaissance larges des DSRP dans les différents pays. Leur large expérience met en exergue beaucoup de facteurs à re-analyser non seulement dans le processus actuel d'élaboration et de matérialisation des DSRP, mais aussi dans le contenu même de son document final.

Dans sa nouvelle politique, “*Responsabilité partagée : Politique suédoise pour le Développement global*”, présentée par le gouvernement en 2003, la Suède s'est entièrement engagée à lutter contre la pauvreté.

Ainsi une politique générale cohérente sera formulée, dont le but final sera de contribuer au développement équitable et durable dans le Monde. Cette politique générale sera basée sur les perspectives des pauvres. Le but du développement du Millénaire mis sur pied par la communauté internationale prouve que celle-ci s'est engagée à combattre la pauvreté. Pour une réussite parfaite de cette politique, l'opinion des organisations de la société civile représentée par des citoyens de divers horizons jouissant d'une expérience de travail concernant la pauvreté devrait être respectée. Dans ce rapport nous aimerions :

1. Présenter les perspectives de nos partenaires
2. Leur donner l'opportunité de partager leurs expériences sur les DSRP

Il sera plus satisfaisant si les propositions et les suggestions présentées ont un impact sur la politique appliquée à combattre la pauvreté.

Church of Sweden Aid, Diakonia, Save the Children Sweden et The Swedish Jubilee Network

Abréviations

SCA	Stratégie pour l'Assistance des Pays
OSC	Organisation de la Société Civile
IPPLE	Initiative des Pays Pauvres Lourdemment Endettés
PPLE	Pays pauvres lourdement endettés
IFI	Institutions Financières Internationales
FMI	Fond Monétaire International
BM	Banque Mondiale
ONGI	Organisation non-Gouvernementale Internationale
DSRP-I	Document de Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté
ONG	Organisation non-Gouvernementale
SNRPC	Stratégies Nationales pour la Réduction de la Pauvreté au Cambodge
FRPC	La Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance
DSRP	Document de Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté
DSRP-I	Document de Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté - Intérim
SRP	Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté
PEIS	Pauvreté et Evaluation de l'Impact Social
PAS	Programme d'Ajustement Structurel

Résumé

Parler de la Réduction de la pauvreté c'est souligner la phrase de passe dans les cercles du développement international pendant cette dernière décennie. En 1999, après une levée de bouclier internationale la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International précipitèrent la mort des Programmes d'Ajustements Structurels. C'est ainsi qu'ils adoptèrent le Document de Stratégie pour la Réduction de la pauvreté. Comme avec les PAS, le DSRP a aussi une ligne de conduite à respecter. Avant de bénéficier de certaines aides et crédits des donateurs internationaux, le gouvernement avait pour mission de mettre sur pied des stratégies nationales pour la réduction de la pauvreté. Les stratégies devraient essentiellement refléter la réalité nationale. La participation élargie de la société civile était capitale pour la réussite de cette mission.

Ce document a pour but de résumer les expériences des partenaires, leurs perspectives et leurs positions en ce qui concerne les DSRP. Les organisations partenaires ont une vaste expérience concernant la participation à la formation du DSRP. Ce document a exploré la documentation fournie par les organisations des partenaires basées dans 9 pays : Bolivie, Honduras, Nicaragua, Burkina Faso, Mozambique, Zambie, Vietnam, Cambodge et Bangladesh.

La critique des partenaires s'est focalisée sur la capacité et l'engagement des gouvernements, le rôle joué par les donateurs et la société civile. Toutes ces influences ont eu un impact sur trois différents aspects des DSRP :

- Le processus du développement des DSRP
- Le contenu
- La mise en application et le contrôle

Au demeurant, beaucoup de suggestions constructives ont été faites aux gouvernements, aux donateurs

et à la société civile par les organisations partenaires.

Ce document servira de ressource pour les organisations suédoises afin de justifier leur position, et de plaider pour le DSRP en Suède. En définitive, il servira de référence de base pour tout dialogue entre les organisations suédoises et ses partenaires et aussi avec d'autres acteurs travaillant dans ce domaine.

Processus des DSRP

L'engagement des partenaires à coopérer avec les DSRP était sérieux. Le processus de participation dans lequel ils s'étaient engagés variait en nature et en envergure. Toutefois beaucoup d'incapacités et de faiblesses communes ont été soulevées.

Manque de structure participative appropriée

Les partenaires ont souligné que le manque de structure institutionnelle de participation appropriée ne peut que limiter une participation de base élargie et sécréter une mauvaise qualité du processus participatif pour les participants. Ceci a négativement affecté la qualité du contenu du DSRP, limité la participation nationale et a donné des pouvoirs excessifs aux donateurs et aux institutions financières internationales.

Quelques exemples qui ont conduit à l'échec de facilitation d'une participation de base élargie:

- Manque de structures de participation de femmes, d'enfants, de jeunes, de groupes indigènes, de communautés rurales et de leurs conséquentes exclusions.
- La langue parlée lors du processus excluait le plus souvent les sommités du gouvernement, les populations rurales et minoritaires et limitait la participation de la société civile. Sous ce rapport, les donateurs étrangers étaient ceux qui avaient une grande influence sur les politiques du document final.

- L'inclusion limitée des parlements sous-estimait leur apport de politique nationale et de prise de décision. Certains gouvernements refusaient d'organiser des assemblées au sein de certaines régions dites rebelles et contre le parti au pouvoir. Beaucoup de voix critiques de la société civile étaient aussi exclues.

Exemples de pauvre qualité du processus participatif des participants :

- La plupart des gouvernements assimilaient la participation à la consultation.
- Le gouvernement ne coopérait pas avec la société civile et excluait cette dernière lors des assemblées sur les questions de politique économique.
- L'insuffisance de temps n'était pas favorable pour une préparation efficiente empêchant l'identification des politiques alternatives et l'analyse effective des effets de la pauvreté par rapport aux politiques choisies.
- Le manque d'informations freinait une participation efficace

En somme, l'expérience des partenaires révélait l'importance d'une structure détaillée de participation qui définissait la nature et les limites des participants. Cette structure rappelait aux participants à quel stade leur contribution était attendue et la méthodologie à mettre en place lors du processus.

Gouvernement et société civile: capacité et volonté

La qualité du processus participatif était réduite par un manque de compétence de la part du gouvernement et de la société civile. S'il est vrai que le gouvernement manquait assez d'employés, il n'est pas moins vrai qu'il n'avait pas suffisamment d'employés qualifiés capables de gérer le processus. Il souffrait aussi d'une mauvaise communication, coordination des systèmes et de l'incapacité de contrôler et de

coordonner les donateurs. Tout comme le gouvernement, la société civile n'était pas une structure irréprochable et parfaite. Elle avait besoin :

- D'experts capables d'analyser des indices macro-économiques.
- De personnel compétent capable d'analyser la politique générale des DSRP.
- De personnel qualifié et de ressources financières.
- Dans certains cas, elle n'était pas liée aux couches de la population les plus vulnérables.

Cependant la capacité n'était pas le facteur le plus déterminant pour un processus de participation admirable. La volonté du gouvernement d'inclure la société civile lors des DSRP avait un impact tant pendant les assemblées que pendant les décisions prises lors du processus. De la même façon, la perception que la société civile avait du gouvernement affectait son engagement lors des assemblées.

DSRP : Stratégies du peuple ou des donateurs

Afin de bénéficier des financements, le gouvernement imposait des politiques aux populations dictées par les IFI. La BM était la seule institution capable de juger et de modifier le DSRP. En lieu et place d'un document reflétant les suggestions, les aspirations et les expériences de la société civile et du parlement, les gouvernements, assoiffés de financement, choisissaient des politiques susceptibles d'être approuvées par les IFI. Dans bien des cas, les IFI jouaient des rôles inappropriés et avaient trop foi aux visites faites par leur délégation. Beaucoup d'efforts avaient été fournis de la part des donateurs. Ils coordonnaient et encourageaient la participation lors des assemblées. Toutefois, il y avait lieu de noter que la domination des donateurs lors des assemblées ou l'incapacité d'orienter les assemblées sur une bonne voie avait souvent affecté le processus et le contenu.

Stratégies et gains de la Société Civile

Dans le souci de ne pas légitimer des politiques pré-définies, les partenaires prenaient des positions très stratégiques. Leurs suggestions n'avaient pas été prises en compte. Le processus officiel de participation était à revoir. Compte tenu du fait que le DSRP n'était pas à l'image de la société civile, cette dernière avait développé des stratégies afin de le neutraliser. Entre autre, la mise sur pied d'un processus de SC parallèle assurant souveraineté et puissance de cette dernière. Il était vrai que la société civile officielle/société civile parallèle avait fait face à un nombre illimité de problèmes et de l'incompétence de certains de ses membres. Il n'était pas moins vrai que sa participation avait non seulement créé un nouvel espace politique mais aussi l'avait muni des outils nécessaires, à l'instar des nouvelles connaissances et expériences pour sa participation future à la politique nationale.

Les critiques ci-dessus poussaient les partenaires à proposer des recommandations aux gouvernements, aux donateurs et à la société civile. Les recommandations les plus importantes étaient :

Recommandations faites aux gouvernements

- Inclure la société civile lors du choix des structures et de l'ordre du jour des assemblées.
- Sélectionner des indices qui permettraient de juger la qualité de participation.
- Institutionnaliser la participation à partir de l'établissement d'une structure permanente de participation affectée à chaque stade du processus.
- L'inclusion totale des parlements et des partis politiques.
- L'utilisation des langues locales et l'inclusion des groupes vulnérables et lésés tels que les enfants.

Recommandations faites à la société civile

- Former ses membres en économie (notions élémentaires), droit, éducation et recherche.
- Relier le niveau national, provincial et local de la société civile et encourager les procédés démocratiques à tous les niveaux
- Encourager le travail d'équipe et une participation effective.
- Sensibiliser et informer la société.
- Coopérer avec les médias.

Recommandations faites aux donateurs

- Encourager les gouvernements à utiliser des exercices participatifs à tous les niveaux et à chaque stade.
- Encourager des débats et des politiques alternatives.
- Fournir les financements nécessaires pour des processus participatifs afin d'assurer l'indépendance continue de la société civile.
- Diminuer la confiance faite aux missions de visite et coopérer avec les différents partenaires du développement.

Le Contenu du DSRP

Les organisations des partenaires critiquent le contenu des politiques du DSRP pour les raisons suivantes:

L'influence du contenu par la BM et le FMI

Les partenaires considèrent que le contenu du DSRP reflète les politiques et les stratégies imposées par les IFI. De ce fait, les priorités et les nécessités des pauvres n'étaient le souci de personne. Beaucoup de politiques étaient réfutées par les pauvres telles que : le paiement des frais de santé, d'éducation. Les politiques suggérées par les pauvres n'étaient pas incluses dans le DSRP.

Les instructions générales du DSRP considérées comme indices d'une bonne politique générale

par la BM et le FMI n'étaient qu'une compilation d'hypothèses neo-libérales résultant aux recommandations de politiques neo-libérales. Les IFI avaient un pouvoir anormal sur le contenu des DSRP. C'est elles qui à la fois définissaient les critères qui permettaient au DSRP d'obtenir un financement et sélectionnaient ceux qui devaient être financés. La qualité de l'analyse de la pauvreté dans le DSRP était inconsistante et très influencée par les IFI. Ces dernières établissaient les indices des évaluations de la pauvreté.

Croissance: But premier du DSRP

Les problèmes posés par la pauvreté étaient accessoires. La stratégie centrale du DSRP était la croissance économique. Ainsi, presque aucune analyse n'était faite afin de déterminer le type de croissance capable de réduire la pauvreté. Les potentiels impacts négatifs de stratégies de croissance dans la société n'étaient, le plus souvent pas, identifiés et tenus en considération. La redistribution des stratégies était inexistante. Les problèmes n'étaient pas analysés.

DSRP et FRPC: Une re-formulation des politiques des PAS

La continuelle critique des P.A.S. et des conditions attachées au financement avaient donné naissance au DSRP. En fait, la macro-politique du contenu du DSRP et du FRPC était en essence la même que celle jadis contestée, décriée et appelée macro-politique des PAS. L'impact des stratégies choisies sur la pauvreté n'était pas l'objet de débat. Les IFIs n'étaient toujours pas prêtes à considérer des politiques alternatives. Ces dernières bien que n'ayant pas analysé l'effet de la pauvreté au niveau national conclurent que les PAS contribuaient automatiquement à réduire la pauvreté. La réduction des normes et des conditions de financement

comme souligné dans le DSRP restait l'une des promesses fallacieuses dudit document.

DSRP: Privatisation et Commerce

Malgré l'opposition des populations pauvres, la privatisation avait été imposée et mise sur pied à travers beaucoup de DSRP. Selon l'expérience des partenaires, privatisation était synonyme de :

- Transfert des sociétés publiques aux plus offrants
- Qualité du service au rabais
- Hausse des prix
- Elargissement du fossé entre riches et pauvres
- Chômage

Les partenaires insistaient qu'avant de continuer avec le processus de privatisation, il était temps de vérifier les comptes, d'analyser et de publier les résultats des privatisations antérieures. Comme la privatisation, la libéralisation du commerce était l'une des composantes du contenu du DSRP. Ce dernier oubliait de mettre en exergue le côté non-sentimental du commerce, négligeait d'analyser la perte économique provenant de l'influx des importations. Importations qui d'ailleurs fragilisaient l'économie nationale et réduisaient les populations à une misère plus lancinante. La nouvelle trouvaille de l'économie libérale "moins d'Etat plus de privé" n'était qu'une fosse prête à engouffrer les populations vulnérables.

Eviter les questions d'égalité, manque de mesures spéciales pour les populations vulnérables

Les partenaires considéraient que le DSRP national évitait les questions d'égalité. Malgré l'extrême inégalité de la distribution des terres, la redistribution des terres et son potentiel concourant à la réduction de la pauvreté n'étaient pas pris au sérieux. Le DSRP au contraire encourageait la vente des terres et l'officialisation de ses propriétaires. Processus

qui ne laissait ni chance ni espoir aux pauvres. La corruption était aussi négligée. Les femmes, les enfants, les groupes indigènes et ceux affectés par le VIH/SIDA étaient le plus souvent frappés, de manière inégale, par les impacts sociaux négatifs et les politiques économiques. Malgré l'angoisse de ce groupe de populations, aucune mesure n'était prise à leur avantage.

Compte tenu des critiques mentionnées ci-dessus les partenaires suggéraient les recommandations suivantes aux gouvernements, aux donateurs et à la société civile.

Recommandations aux gouvernements

- Rechercher une structure analytique alternative pour l'ajustement structurel.
- Examiner toutes les politiques mises sur pied afin d'identifier celles qui ont le plus grand impact sur la pauvreté
- Rendre cohérent les politiques économiques et sociales afin de lutter contre la pauvreté

Recommandations à la société civile

- Plaider pour une structure de développement alternative
- Identifier et promouvoir les meilleures stratégies pour la réduction de la pauvreté

Recommandations aux Donateurs

- Réfléchir de nouveau sur les PAS et considérer des politiques alternatives.
- Analyser et modifier les stratégies du FRPC par rapport à celles soulignées dans le DSRP.
- Assister dans la résolution des problèmes externes tels que l'accès au marché des pays développés.
- Spécifier les fonds supplémentaires disponibles afin d'avoir une bonne balance entre plans et ressources.

DSRP Matérialisation et contrôle

Bien des pays étaient à la phase de matérialisation des DSRP. C'est une phase qui se heurtait à beaucoup de problèmes et de difficultés. Beaucoup de ces problèmes avaient leur origine dans la pauvreté même du contenu du DSRP. Tandis qu'on rencontrait des problèmes financiers, on rencontrait aussi des problèmes pratiques liés au système de mise en exécution ou de volonté politique. Toutefois certains partenaires considéraient que le DSRP était pauvrement matérialisé ou tout simplement n'était qu'à moitié matérialisé.

DSRP: Base fragile de mise en exécution

Selon les partenaires, partout où il y avait conflit entre la croissance économique, la protection de l'environnement et le développement social dans un environnement aux ressources limitées, il était vital d'insister sur les politiques qui contribuaient efficacement à la réduction de la pauvreté. Dans la même lancée, les partenaires insistaient sur le fait que le DSRP ne parvenait pas à privilégier certaines politiques et actions ou alors manquait d'identifier l'impact des politiques sur la pauvreté. Le DSRP devrait aussi fournir un programme détaillé des stages de mise en exécution. Les DSRPs étaient liés au budget de façon inadéquate et n'identifiaient pas les mécanismes de coordination entre la stratégie au niveau central et celle au niveau local du gouvernement. Les DSRP ne parvenaient pas à identifier les obstacles lors de sa mise en application (telle que la décentralisation des autorités chargées de matérialiser les politiques du DSRP). Dans la même lancée, les DSRP n'avaient pas une structure claire de contrôle et d'évaluation pendant sa phase de matérialisation. Toutes ces entraves ne pouvaient pas permettre une matérialisation effective du DSRP.

Déficit financier

Le financement externe était critique pour l'application effective du DSRP. Les raisons ci-dessus expliquaient partiellement pourquoi la planification et la matérialisation du DSRP étaient extrêmement difficiles.

- Insuffisance de l'allègement de la dette
- Assistance inconsistante de développement
- Manque de fiabilité de l'allègement de la dette et du flux des importations

L'allègement de la dette fournie à travers l'IPPLE ne pouvait pas rehausser la croissance économique jusqu'au niveau requis et réduire la pauvreté. Après avoir bénéficié de l'allègement de la dette beaucoup d'IPPLE continuaient d'avoir de lourdes dettes externes pendant que leur dette interne évoluait exponentiellement. Au lieu de parler de l'annulation de la dette, les donateurs continuaient de parler de la dette supportable. Toutefois, l'imprévisibilité avec laquelle le transfert d'aide s'opérait surprenait les concernés avec un programme pas encore mis en oeuvre ou tout simplement nuisait les emprunts nationaux.

L'incertitude et les fluctuations des opérations des donateurs rendaient la planification extrêmement difficile. Tout donateur qui annulait ou renvoyait un paiement à une date ultérieure ne subissait aucune sanction.

Mise en oeuvre pratique

La matérialisation pratique se heurtait à beaucoup d'obstacles. En l'absence de priorités pré-définies, la priorité effective de mise en oeuvre est l'ensemble des macro-réformes exigées par les conditionnalités. Les réformes structurelles et sociales représentant vraiment les pauvres étaient négligées; d'où la priorisation effective des politiques pro-pauvres. La mise en exécution n'était pas efficiente à cause d'un

courant pauvre d'informations entre les différents niveaux du gouvernement. Quant au contrôle, il se heurtait à la pauvre disponibilité d'informations pendant la phase de matérialisation. Comme obstacles, il y avait aussi lieu de souligner les problèmes méthodologiques, le manque de suivi et de volonté politique.

L'incapacité de sélectionner des politiques prioritaires, le manque de bonnes structures, les contraintes du secteur public, le manque d'un système de contrôle clair, le vide financier étaient autant de problèmes qui fragilisaient la matérialisation efficace des stratégies du DSRP.

Malgré toutes ces difficultés, les partenaires trouvaient que la phase de matérialisation/contrôle amenait les différents participants à travailler ensemble, à partager de nouvelles connaissances, de nouvelles expériences qui dans le futur faciliteraient le processus de formation des politiques.

Les recommandations faites par les partenaires dérivait des critiques mentionnées plus-haut.

Recommandations faites aux gouvernements

- Favoriser l'amélioration de la mise en oeuvre en incluant une claire priorisation, l'allocation d'une période de temps déterminée, division des responsabilités, l'analyse des problèmes du secteur public et leurs solutions.
- Classifier les problèmes et les financer
- Inclure la société civile dans la priorisation des actions.
- Coopération étroite avec les municipalités dans le développement et la mise en oeuvre des stratégies

Recommandations à la société civile

- Promouvoir un plan local adéquat et organisé

- Contrôler la matérialisation utilisant des méthodologies telles que le suivi et le management des dépenses.
- Fournir des indices capables d'aider les organisations locales à organiser le contrôle de la pauvreté

Recommandations aux donateurs

- Dissocier le DSRP des IPPLE .
- Promouvoir et fournir l'annulation des dettes
- Bâtir une approche intégrée de donateurs avec le support des financements
- Faire pression sur les gouvernements de prioriser les actions à prendre afin de ne pas financer des actions à faible impact.

Introduction

HISTORIQUE DU DSRP¹

Vers la fin des années 1990 les pays pauvres souffraient toujours de mêmes maux: pauvreté lancinante et misère accrue. Le poids de la dette ainsi que les PAS qui, considérés au départ comme stratégies libératrices (libérer du joug de la misère) ne leur ont pas permis d'atteindre leur objectif de réduction de la pauvreté d'où mécontentement et critique globale.

Lorsque le poids de la dette déstabilise les économies des pays pauvres (1980-1990) la BM et le FMI demeurent les seules institutions financières capables de résoudre ce problème. La nouvelle trouvaille de ces trouvailles fut : les PAS. Ainsi tout pays voulant bénéficier du rééchelonnement de la dette ou acquiescer une nouvelle dette devrait accepter de mettre en oeuvre les stratégies des PAS. Ces programmes étaient un ensemble de réformes visant à rééquilibrer la stabilité macro-économique et les exportations. Le but fondamental de ces programmes était de réduire la pauvreté. Les PAS étaient constitués de réformes structurelles spécifiques telles que:

- la privatisation des entreprises étatiques
- l'annulation des subventions octroyées à l'industrie nationale et l'agriculture
- la libéralisation du commerce international à travers la réduction des tarifs et barrières douanières. Les PAS ont également été responsables de la dévaluation de la monnaie, de la libéralisation du secteur financier, de la rigueur dans la gestion fiscale et des taxes à travers la diminution des salaires du secteur public ou l'introduction du paiement des frais de scolarité et de santé.

Toutefois deux décennies après l'application des PAS ceux-ci favorisèrent une légère croissance économique, accrurent l'inégalité des revenus et réduirent l'accès des populations aux soins de santé et à l'éducation. Conçus à Washington les

PAS étaient un ensemble de réformes politiques imposées aux gouvernements et ne reflétant pas les réalités nationales. Bref les PAS furent un échec. Suite à d'énormes pressions, la BM et le FMI furent contraints de revoir les PAS : d'où la naissance du DSRP. En septembre 1999 la BM annonça que tout gouvernement souhaitant recevoir des financements concessionnels ou bénéficier de l'allègement de la dette devrait développer ses propres stratégies de réduction de la pauvreté sous la forme de DSRP. Contrairement aux PAS qui avaient pour politique centrale stabilité macro-économique et croissance, le DSRP repose sur la réduction de la pauvreté. Une fois approuvées, ces stratégies développées nationalement pour lutter contre la pauvreté étaient la clef qui ouvrait la porte des financiers et l'assistance non seulement des IFIs mais des donateurs bilatéraux tels que le gouvernement suédois. Développement et matérialisation du DSRP devinrent soudainement des priorités afin de bénéficier de financements internationaux au développement.

Le DSRP définissait les politiques macro-économiques, structurelles et sociales. Il détaillait aussi le programme à respecter dans le but de promouvoir la croissance et réduire la pauvreté. Ce programme était mis sur pied par les gouvernements à travers un processus participatif incluant la société civile, les partenaires au développement, la BM et le FMI.

Selon la BM, le DSRP doit reposer sur cinq principes fondamentaux: Tout DSRP devrait² :

- Exprimer et refléter les réalités nationales (participation élargie à la société civile et au secteur privé dans toutes les différentes phases du programme)
- Obligation de résultats : identifier les résultats potentiels qui seront bénéfiques aux pauvres et mettre sur pied des stratégies pour les atteindre.

¹ Information du site web: "Poverty Reduction Strategies and PRSPs". Poverty Net. The World Bank Group. <http://www.worldbank.org/poverty/strategies/overview.htm> October 2003

² Ibid

- Tenir compte de la nature multidimensionnelle de la pauvreté.
- Partenariat orienté: coordonner la participation des partenaires bilatéraux, multilatéraux et non gouvernementaux.
- Partenariat basé sur des perspectives à long terme.

En outre, le DSRP devrait³ :

- Décrire le processus participatif suivi en soulignant l'ordre du jour et les résultats des consultations, l'impact des consultations sur la structure des stratégies et débattre du rôle de la société civile lors du contrôle et de la matérialisation du programme.
- Évaluer la pauvreté : décrire et identifier où vivent les pauvres. Se servir de cette évaluation afin d'analyser les contraintes à une croissance rapide et à la réduction de la pauvreté. Mettre sur pied un système permettant de contrôler et d'évaluer les progrès fournis.
- Prioriser les politiques macro économiques, structurelles et sociales, les objectifs, les indicateurs et ébaucher des systèmes de suivi-évaluations.

Le document de référence sur le DSRP utilisé par la BM donne plus de détails pour l'élaboration d'un DSRP.

En 1999, l'initiative PPTE⁴ II n'accordait l'allègement de la dette qu'aux pays ayant développés un DSRP. Les pays concernés n'ayant pour seul espoir que l'allègement de la dette se heurtèrent à deux problèmes fondamentaux:

- Le retard dans le processus d'allègement de la dette.
- un diagnostic hâtif de la pauvreté
- Organisation inconsistante de participation de la société civile afin de bénéficier rapidement d'un financement.

Comme réponse à ces défaillances il fut introduit le

DSRP-I. Ce dernier servait de guide et soulignait les stratégies de lutte contre la pauvreté et comment le gouvernement devrait développer un DSRP dynamique. Tout DSRP où du moins tout rapport annuel approuvé par les conseils d'administration de la BM ou du FMI dans les 12 mois qui précèdent pouvait bénéficier d'un allègement de la dette, être financé par le FMI à travers son programme PRPC⁵ ou l'Association Internationale de Développement⁶ (BM). Le DSRP servait aussi de base pour toute négociation financière au plan bilatéral.

De nos jours, 32 pays ont finalisé leur DSRP, 7 pays ont fourni 11 rapports sur le niveau d'avancement de leur DSRP et 21 ont fait un DSRP-I⁷. Ces pays se trouvent en Afrique, Asie, Amérique Latine, Europe de l'Est et Asie Centrale. Bien que n'ayant pas encore finalisé leur DSRP et DSRP-I, beaucoup de pays se sont engagés dans ce processus.

Pendant que les donateurs multilatéraux et bilatéraux appréciaient le DSRP et trouvaient qu'il favorisait le développement, les organisations de la société civile des pays du DSRP ne cessaient de le critiquer et de le remettre en question. Selon la société civile, les pauvres ne bénéficiaient que d'insignifiants changements.

BUT ET MÉTHODOLOGIE DE CE DOCUMENT

Le but de ce document est de fournir des informations à propos des expériences, perspectives et positions des organisations partenaires de Diakonia, Church of Sweden Aid et Save the Children Sweden concernant le DSRP. Ces informations serviront de référence aux organisations suédoises en les aidant à prendre des positions et plaider pour le DSRP auprès de la Suède. Bref ce document servira de référentiel pour tout dialogue avec les partenaires et autres acteurs travaillant dans ce domaine.

³ Ibid

⁴ L'initiative PPTE est un accord passé entre les créanciers officiels et qui vise à aider les pays pauvres très endettés à obtenir l'allègement de leurs dettes. L'objectif principal est d'échelonner le poids de la dette du pays à des niveaux raisonnables. L'initiative PPTE II a été révisée et étendue à un nombre élevé de pays en vue d'accélérer l'allègement de la dette.

⁵ Le PRPC est une conditionnalité de financement du FMI ; il remplace la conditionnalité révisée de l'ajustement structurel et devrait se baser sur le DSRP du pays.

⁶ L'association pour le développement international octroie des crédits aux pays pauvres sous la forme de prêts sans intérêt sur une période de grâce de 10 ans, et d'échéances de 35 – 40 ans.

⁷ Steen Jørgensen, directeur du développement social de la Banque Mondiale – discours donné à un séminaire organisé par « The North-South Coalition » et PPPR le 19 août 2003 à Copenhague, Danemark.

Ce document est le résultat d'une série de travaux de recherche ayant pour but d'identifier les problèmes clés du DSRP soulevés par les partenaires, leurs positions par rapport aux problèmes et leurs recommandations. La documentation utilisée était celle des organisations des partenaires travaillant en étroite collaboration avec la société civile dans le processus de mise en œuvre du DSRP dans les 9 pays suivants: Bolivie, Honduras, Nicaragua, Burkina-Faso, Mozambique, Zambie, Vietnam, Cambodge et Bangladesh. Ces pays ont été sélectionnés à cause de leur étendue géographique, leurs sommes d'expériences et leurs liens avec d'importantes organisations des partenaires dans le pays. 16 organisations partenaires ont fourni des documents dont 10 constituées en réseaux représentent des centaines d'organisations de la société civile.

Ce document fournit une idée générale du processus du DSRP et mentionne les différentes préoccupations des partenaires. Il s'inspire des perspectives et positions des partenaires. La documentation utilisée provient (sous forme de courrier électronique) des partenaires entre avril et mai 2003. Certains documents étaient le fruit d'une recherche conduite entre 2000 -2003. Les documents fournis par les organisations des partenaires étaient beaucoup plus pris en considération ; cependant dans bien des pays, la société civile a fourni des informations complémentaires. Il est très important de noter que les organisations des partenaires ont fourni un panel d'informations tant quantitatives que qualitatives. Certaines sources ont fourni des documents plus actualisés que d'autres. Toutefois le sérieux de la nature des problèmes variait d'un partenaire à un autre ou était l'expression du dynamisme de certains pays par rapport aux autres. Néanmoins, un effort a été fourni afin d'équilibrer ces problèmes et donner une vue globale.

Ce document comprend 3 grandes parties:

- Les problèmes liés au processus du DSRP mentionnés par les partenaires
- Problèmes liés au contenu même du DSRP
- Mise en exécution et suivi contrôle du DSRP

Chacune de ces (03) parties met d'abord l'accent sur les expériences et les positions des partenaires avant de mentionner les recommandations de ces derniers. Des expériences de certains pays sont souvent citées en exemple par rapport à certaines préoccupations soulignées par les partenaires.

Le processus du DSRP : Expériences et perspectives

Après une analyse des documents des partenaires tous insistent sur le point suivant : la participation non sélective lors de la phase de formulation du processus du DSRP. Bien qu'ils viennent de divers horizons, la nature des problèmes soulevés par ces derniers étaient semblables. La fin de cette section nous présente les recommandations faites par les partenaires dans le but de résoudre ces problèmes

PREMIER PROBLÈME CLEF : MANQUE DE CADRE ADÉQUAT DE PARTICIPATION

Le manque d'un cadre institutionnel adéquat de participation a doublement fragilisé le processus :

- L'incapacité de faciliter un débat incluant toutes les parties prenantes.
- La désorganisation des participants.

Ces faiblesses ont non seulement affecté le contenu du DSRP mais aussi ne soulignaient pas les problèmes propres à cette société. Toutefois les participants du DSRP mentionnaient plus que jamais la nécessité de diviser et organiser les tâches. Division qui permettrait aux uns et aux autres de connaître à quel stade leur participation était attendue, ce qu'on attendait exactement de lui et les limites de son pouvoir. Cette méthodologie devait aussi être respectée lors de la phase d'exécution et de contrôle. Le manque d'organisation ne pouvait que conduire à un gaspillage de ressources.

Echec de faciliter une participation élargie

Une pluralité de faiblesses a été rencontrée lors du processus participatif aidant à la formulation du DSRP. Dans la plupart des cas on soulignait la marginalisation des pauvres et l'absence d'une structure organisée. L'un des problèmes rencontrés lors de ce processus était une faible représentativité. Ce problème a affecté non seulement la crédibilité et les résultats du processus mais aussi le dévouement

des pionniers à appliquer les stratégies et politiques du DSRP. En relation avec la représentativité les partenaires ont identifié les faiblesses suivantes :

Exclusion des groupes vulnérables

Dans bien des cas une catégorie de femmes, d'enfants et de jeunes n'avaient pas participé. Conséquemment, le DSRP contenait un nombre insignifiant de stratégies en faveur de cette catégorie de personnes. Presque aucune analyse n'avait été faite sur l'impact de la politique du DSRP sur ces populations vulnérables. Aucune mesure n'avait été prise dans le but de protéger ces groupes vulnérables contre les effets négatifs de la mise en exécution de certaines politiques du DSRP. Bien que les enfants constituent la majorité de la population dans beaucoup de pays pauvres les enfants et ceux qui ont des besoins spécifiques ont été marginalisés. Aucun quota représentatif de femmes n'avait été respecté affectant ainsi les stratégies de genre et le rôle joué par les femmes lors des assemblées. Dans certains cas comme en Bolivie, l'incapacité de mettre sur pied une structure organisée ouverte à toutes les classes sociales est l'une des raisons pour lesquelles les doléances des populations indigènes furent ignorées et les structures traditionnelles oubliées⁸.

Langue : facteur d'exclusion

L'une des raisons d'un débat avec un nombre de participants limités lors du processus du DSRP était la langue. La langue était l'un des facteurs sélectifs et l'une des barrières impénétrables. Compte tenu de la diversité des langues caractérisant ces pays le choix de la langue devrait être fait par la société civile. Toutefois celle choisie excluait non seulement les populations minoritaires et rurales mais aussi excluait certains membres du gouvernement (ceux qui ont le pouvoir de décision) et limitait la participa-

⁸ CHRISTIAN AID, "Participating in Dialogue? The Estrategia Boliviana de Reducción de la Pobreza", janvier 2002

tion de la société civile. Sur ce, les idées étrangères étaient imposées et les donateurs influençaient les résultats grâce à leur pouvoir illimité.

Bien que l'anglais ne soit pas la langue officielle au Cambodge et au Nicaragua le DSRP fût initialement rédigé en anglais. Les participants aux débats et analyses des problèmes liés à leur pays ont été animés par les étrangers. Les autochtones et membres du gouvernement ne contribuèrent que lorsque le khmer fut approuvé comme langue principale lors des assemblées⁹. Faut de traducteurs beaucoup de communautés n'avaient pu contribuer.

Exclusion des populations rurales

La qualité de participation était affectée par la restriction géographique des assemblées. Dans la plupart des cas, les communautés rurales étaient systématiquement exclues des débats à cause de:

- La langue parlée lors des assemblées
- Le manque de bonne communication. Il n'était toujours pas facile de savoir l'adresse physique de la prochaine assemblée.

Au Mozambique par exemple toutes les réunions étaient organisées dans les chefs lieu de province¹⁰.

Exclusion des hommes politiques et parlementaires

Dans bien des pays (Nicaragua et Honduras pour ne citer que ceux là) les membres du parlement n'avaient pas été inclus dans le processus de formulation du document. Ignorer le pouvoir décisionnel du parlement signifie donner l'opportunité à la société civile de se diriger elle-même : Menace sérieuse à la stabilité politique et à la démocratie.

L'exclusion géopolitique était l'un des problèmes qui ne favorisait pas la formulation d'un DSRP au-dessus

de toutes les tendances et aspirations politiques.

Le gouvernement Mozambicain n'était pas prêt à organiser les assemblées dans les zones et villes qui ne votaient pas pour le parti au pouvoir. Ces villes et zones étaient étiquetées de rebelles et opposants¹¹.

A Honduras les partenaires avaient tenu à un débat ouvert à tous les partis politiques afin d'avoir un document approfondi à coloration nationale et au-dessus de toutes les tendances politiques. Le caractère apolitique de ce document lui permettait de ne pas varier en fonction du parti au pouvoir¹². Plusieurs techniques subtiles étaient utilisées par le gouvernement afin d'exclure certains groupes d'individus. Ironiquement, dans certains cas le gouvernement seul sélectionnait ceux qui devaient prendre part au débat. Il va sans dire que les voix les plus critiques n'étaient jamais sélectionnées. Au Burkina Faso par exemple le gouvernement choisissait les membres du parti au pouvoir et certains membres des syndicats affiliés. Toutefois, certains heureux élus n'avaient aucune idée des sujets posés lors des débats. Un nombre réduit d'individus se retrouvait entrain de dominer les assemblées. Dus à une représentativité inconsistante les problèmes de la société civile restaient inchangés¹³.

Au Vietnam le manque de structure officielle avait retardé la participation locale des organisations de la société civile. Malgré l'officialisation des initiatives afin de favoriser l'équivalent des charités locales, les OCSs n'étaient pas reconnues officiellement et les membres de ces dernières ne connaissaient pas distinctement la nature de leur rôle. Selon les documents reçus, une structure de participation limitant le rôle du gouvernement pourrait aider à créer un meilleur environnement pour la participation de la société civile.

⁹ Forum des ONG sur le Cambodge au nom de la coalition asiatique des ONG (ANGOC) pour le groupe de travail régional et pacifique des ONG de l'Asie de l'Est sur la BM. « Evaluation rapide du processus du DSRP au Cambodge : deux banques, deux processus, deux documents » septembre 2001.

¹⁰ AFRODAD « Civil society Participation in the PRSP Process. A Case for Mozambique » 2002.

¹¹ Ibid

¹² FOSDEH (Social Forum of External Debt and Development of Honduras) « Process and Experience For the Preparation of a Poverty Reduction Strategy Paper in Honduras » Honduras, October 2001. (Forum Social de la Dette Extérieure et Développement du Honduras) « processus et expérience pour la préparation d'un document stratégique de réduction de la pauvreté au Honduras », Octobre 2001

¹³ AFRODAD « analyse comparative des DSRP finalisés de cinq pays africains » (Burkina Faso, Mauritanie, Mozambique, Tanzanie et Ouganda) 2002. Et AFRODAD « participation de la société civile au processus du DSRP. En tant que synthèse de cinq études faites au Burkina Faso, en Mauritanie, au Mozambique, en Tanzanie et en Ouganda », Avril 2002.

Tous les facteurs exclusifs mentionnés ci-dessus et les critiques des partenaires ont contribué à l'échec de faciliter une participation de base élargie lors du processus du DSRP.

Pauvre qualité du processus participatif des participants

La plupart des partenaires ont exprimé leurs frustrations vis-à-vis de la méthodologie utilisée:

Manque de compréhension commune de participation

Le problème de base faisant face à la société civile était la nature et le niveau de compréhension officielle que ses participants devaient avoir. Beaucoup de gouvernements ont confondu participation et consultation. Par conséquent, la participation de la société civile a eu lieu sous forme de consultation d'où le manque d'apport et de participation proprement dite dans les décisions prises. La participation de la société civile dans certains pays à l'instar de la Zambie s'était réduite à commenter les documents finis et à se rendre aux ateliers provinciaux et nationaux.

Aucun atelier n'a été organisé afin de donner l'opportunité aux participants d'émettre et de sélectionner les stratégies dans le but d'atteindre des objectifs bien précis. A Honduras par exemple les consultations ont été organisées juste après la finalisation du document¹⁴. C'est pourquoi certains partenaires avaient exprimé leurs mécontentements et frustrations du fait que les participants n'avaient joué aucun rôle¹⁵.

Exclusion de certaines arènes politiques

Le manque de débat ouvert et de flexibilité des gouvernements fragilisait la participation effective de la société civile. Certains partenaires ont constaté que le gouvernement et les institutions internationa-

les imposaient l'ordre du jour à la société civile lors des consultations ; leur ôtant l'opportunité de parler de leurs problèmes les plus cruciaux¹⁶. Beaucoup de gouvernements se plaisaient à polariser le débat sur les éléments sociaux de la politique de réduction de pauvreté. Le coté économique n'était jamais sujet de débat public. Dans le même ordre d'idées les politiques macro-économiques du document de la BM sur les stratégies d'Assistance des pays, de la réduction de la pauvreté et de la croissance économique n'étaient pas aussi sujets de débat public. Tous ces facteurs dans plusieurs pays étaient à l'origine d'un conflit entre les groupes de la société civile et le gouvernement ; d'où la mise sur pied d'un processus parallèle (Honduras).

Insuffisance de temps alloué

Tous les partenaires étaient convaincus que le temps alloué aux études stratégiques pour la réduction de la pauvreté (SRP) était très limité ; d'où une participation superficielle de la société civile. Dans le même ordre d'idées, une plainte générale signifiant l'insuffisance de temps lors des ateliers voire des consultations en générale. La société civile une fois de plus ne comprenait pas l'utilité d'une bonne coopération avec sa base et les populations les plus vulnérables. Les consultations éclairées n'ont pas favorisé :

- Une analyse efficiente de la pauvreté
- L'identification des politiques alternatives
- L'évaluation des effets de la pauvreté et des politiques choisies

Cette rigidité était partiellement causée par le lien entre les stratégies de réduction de la pauvreté (SRP) et le rééchelonnement de la dette via l'initiative PPTE, un rééchelonnement que les gouvernements souhaiteraient obtenir le plus tôt possible. C'est ainsi que les conditions posées par les donateurs contribuaient à un rendement insignifiant et à une pauvre qualité de participation.

¹⁴ EICP- ESPACIO DE INCIDENCIA CONTRA LA POBREZA. " Plan of Action 2003-2005" August 2003

¹⁵ CHRISTIAN AID, " Participating in Dialogue? The Estrategia Boliviana de Reducción de la Pobreza" January 2002

¹⁶ Ibid

Accès à l'information

L'accès à l'information a été l'une des barrières à une opération effective du processus de participation. Les différentes barrières à l'information étaient :

- La langue
- La confusion totale des canaux de communication utilisés
- Le manque de répartition des tâches afin de faciliter la divulgation de l'information

Au Burkina Faso par exemple, la société civile se plaignait régulièrement de ne pas recevoir à temps des informations importantes réduisant considérablement le nombre des participants lors des consultations¹⁷. L'inflexibilité de temps alloué au développement des SRP aggravait d'ailleurs ce problème.

Secteur Privé : secteur le plus privilégié

La structure du processus de participation était favorable au secteur privé ce qui favorisait la domination dudit secteur lors des assemblées. En Bolivie, la prise de décisions était l'apanage d'une catégorie de participants faisant parti des groupes sectoriels de travailleurs. Ces groupes sectoriels étaient exclusivement réservés aux travailleurs du secteur privé¹⁸. Sous ce rapport, il était plus facile au secteur privé d'imposer des lois qui leur étaient avantageuses lors des assemblées.

Au Mozambique, une distinction précise était faite entre les groupes de la société civile et ceux du secteur privé. Grâce à leur bonne organisation les groupes du secteur privé finirent par dominer les dernières consultations¹⁹. Malgré que certains pays aient dénoncé de vive voix ces problèmes (L'exemple de la Bolivie via le Droit de la Participation Populaire) les changements qui en découlaient étaient beaucoup plus superficiels.

DEUXIÈME PROBLÈME CLEF : CAPACITÉ DU GOUVERNEMENT ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE : CONTRAINTE D'UNE PARTICIPATION EFFECTIVE ET QUALITÉ DU CONTENU

Les processus de participation insistaient sur des problèmes que rencontraient la société civile et le gouvernement, tels que les besoins d'éducation, les ressources et une main d'œuvre qualifiée. Ces problèmes contribuaient à un processus participatif très pauvre.

Contraintes d'un gouvernement capable

Le plus souvent, il y avait un manque d'officiels capables de polariser leurs efforts sur le DSRP. Les ressources financières et de personnel qualifié ne permettaient pas au gouvernement de tenir à ses promesses de développement. Les officiels du gouvernement n'avaient le plus souvent pas la qualification requise afin d'organiser avec succès les processus participatifs de dialogue avec la société civile. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'organisation du processus de consultation est toujours un échec (Honduras par exemple)²⁰.

En définitif, il y'a un manque de communication et de coordination à l'intérieur tant bien au sein des ministères que parmi les niveaux provinciaux et nationaux de planification (exemple : Cambodge)²¹. Non seulement ces facteurs fragilisaient le lien entre le SRP et les autres plans de développement mais aussi ils affectaient sévèrement l'habileté du gouvernement de planifier et de matérialiser avec succès les SRP. Beaucoup de gouvernements confrontaient la difficulté de contrôler et de coordonner les donateurs (exemple : Cambodge)²². Ce déséquilibre de pouvoir entre gouvernements et donateurs ne soulignait pas les problèmes qui minaient la société. Les gouvernements rencontraient

¹⁷ AFRODAD « analyse comparative des DSRP finalisés de cinq pays africains » (Burkina Faso, Mauritanie, Mozambique, Tanzanie et Ouganda) 2002. Et AFRODAD « participation de la société civile au processus du DSRP. En tant que synthèse de cinq études faites au Burkina Faso, en Mauritanie, au Mozambique, en Tanzanie et en Ouganda », Avril 2002.

¹⁸ CEDLA Rosell, Pablo "Dialogo Nacional 2000: Dialogo sobre Pobreza o Pobreza de un Dialogo?" No 1. Noviembre 2000

¹⁹ AFRODAD "Civil society Participation in the PRSP Process. A Case for Mozambique" 2002

²⁰ TROCAIRE « PRSPs – Policy and Practice in Honduras and Nicaragua ». (DSRP – Politique et pratique en Honduras et au Nicaragua), la contribution de TROCAIRE au processus de révision du DSRP par la BM et le FMI, Janvier 2002.

²¹ Forum des ONG sur le Cambodge au nom de la coalition asiatique des ONG (ANGOC) pour le groupe de travail régional et pacifique des ONG de l'Asie de l'Est sur la BM. « Evaluation rapide du processus du DSRP au Cambodge : deux banques, deux processus, deux documents » septembre 2001.

²² Ibid

ent aussi des difficultés financières lors des financements des processus participatifs.

Contraintes de la société civile

Dans le cas de la société civile les obstacles les plus rencontrés étaient :

- Manque d'éducation
- Manque de lien a stratégies ;avec sa base (la société civile)
- Manque de fonds et de personnel qualifié

L'un des facteurs contribuant à ces contraintes était le jeune âge des participants de la société civile dans certains pays ; spécialement au niveau local et provincial.

Les OSCs manquaient :

- L'analyse macro économique
- La capacité de matérialiser des politiques
- La maîtrise d'administration des dépenses publiques.

À cause de ces lacunes, la société civile, dans la plupart des cas, était incapable d'expliquer en retour les effets des politiques sur les DSRP. Lors des grands ateliers, la société civile généralement se sentait intimidée. Ces raisons expliquaient l'inaptitude de cette dernière à formuler et suggérer des politiques et alternatives pragmatiques de lutte contre la pauvreté. Parlant des ONG, nous avons constaté que dans bien des pays ses réseaux n'étaient pas bien établis en provinces. La coopération entre les différents niveaux (nationaux, provinciaux et locaux) n'était pas bien développée.

Quant aux OSC, leur caractère représentatif était mis en question. Elles manquaient de légitimité et par conséquent ne pouvaient pas être une cellule représentative de la classe démunie. Comme exemple nous citerons la Bolivie²³. Dans un élan

de compétition effrénée les OSC se disputaient continuellement. Certaines OSC se croyaient plus en contact avec la basse classe que d'autres d'où des disputes continues²⁴. Au demeurant, les contraintes pratiques telles que l'insuffisance du personnel et des ressources financières ne favorisaient pas l'engagement complet de la société civile lors des SRP. Si nous prenons le cas de la Zambie, le manque de ressources avait sévèrement limité l'engagement des églises lors des SRP²⁵.

TROISIÈME PROBLÈME CLEF : PERCEPTIONS ET VOLONTÉ DES PARTICIPANTS

La comparaison des expériences des partenaires indiquait que la capacité n'était ni l'unique, ni la clef déterminante de la qualité d'un processus de DSRP participatif. Les facteurs importants qui influençaient le processus et les résultats des SRP étaient :

- L'engagement de tous les niveaux du gouvernement
- L'engagement de toutes les couches de la société civile.
- Les perceptions et relations entre gouvernement et société civile.

La volonté du gouvernement de collaborer avec la société civile lors du processus du DSRP avait un grand impact tant sur le processus que sur le contenu. Au Honduras par exemple certains partenaires, considéraient que le gouvernement avait pris part aux processus participatifs juste pour plaire aux donateurs. Conséquemment les opinions de la société civile n'étaient pas respectées²⁶. Contrairement à Honduras, les partenaires en Zambie reconnaissaient que le gouvernement avait non seulement pris le processus très au sérieux mais aussi avait respecté le point de vue et la position de la société civile²⁷. Beaucoup de consultations visant à struc-

²³ CEDLA, Aguirre, Alvaro; Espada, Juan Luis "Problemas de la Estrategia para la Reducción de la Pobreza" No 3 Febrero 2001

²⁴ CHRISTIAN AID, " Participating in Dialogue? The Estrategia Boliviana de Reducción de la Pobreza" January 2002

²⁵ Le réseau pour la justice économique de FOCCSIA, « le degré d'engagement des églises et de leurs conseils dans l'élaboration et l'exécution des DSRP », juillet 2003

²⁶ FOSDEH (Forum Social de la Dette Extérieure et Développement du Honduras) « processus et expérience pour la préparation d'un document stratégique de réduction de la pauvreté au Honduras », Octobre 2001.

²⁷ Mpepo, P. Besinati, CSRP « engagement de la société civile dans la formulation du processus du DSRP de la Zambie, son exécution et suivi » présenté lors de l'atelier ZCTU/FES sur l'orientation générale de la SRP et le processus DSRP zambien. Lusaka jeudi 27 Mars 2003.

turer le EBPR (DSRP) avaient été l'une des priorités politiques du gouvernement en Bolivie ; d'où un changement de la ligne politique (exemple : les ressources Boliviennes étaient distribuées en fonction des critères positifs de discernement)²⁸. Quant au Vietnam, son gouvernement s'était entièrement engagé à lutter contre les inégalités ; ce qui avait positivement conduit à la réduction de la pauvreté. Il y avait lieu de remarquer que les OSC n'étaient pas encore une structure légale.

Au demeurant, la fragilité de la relation gouvernement/société civile ne permettait pas à cette dernière de participer librement et efficacement. Malgré les efforts fournis par le gouvernement, les citoyens avaient du mal à se convaincre que les stratégies mises sur pied par le gouvernement pouvaient vraiment réduire la pauvreté. Doute provenant du fait que pendant des années, le gouvernement avait été incapable de guider le pays vers une croissance économique à long terme, et il avait été impuissant devant la crise économique²⁹. La plupart des cas étudiés soulignaient un manque de confiance de la société civile vis-à-vis du gouvernement. Cette absence de crédibilité du gouvernement associée à la perception/réalité par les donateurs déterminaient les politiques et stratégies, minimisaient le potentiel d'une base élargie.

Sous ce rapport, le processus du DSRP ne mettait pas un accent sur les problèmes des populations défavorisées et n'était pas l'expression des aspirations nationales. Ces deux facteurs affectaient non seulement le degré d'engagement de la société civile mais aussi fragilisait le point de vue de cette dernière. Le point de vue de la société civile est mieux incorporé dans le DSRP lorsqu'il y'a relation de confiance entre gouvernement/société civile.

Dans certains pays, les partenaires rencontraient beaucoup de problèmes. Au lieu de faire preuve d'engagement positif, les OSC se déchiraient entre elles et étaient incapables de coopérer. Cette lutte d'intérêt les empêchait de travailler main dans la main. En Bolivie, les différentes solutions proposées par les participants de la société civile dans le but de régler les problèmes communs démontraient l'esprit individualiste qui animait les OSC. Ce rapport continu de lutte d'intérêt les empêchait de réaliser un consistant potentiel de pouvoir et d'influence politique³⁰.

QUATRIÈME PROBLÈME CLEF : DSRP : EXPRESSION NATIONALE OU DES DONATEURS?

Selon la perception générale des partenaires le processus DSRP était beaucoup plus l'expression des donateurs que des citoyens. Les prêts et l'allègement de la dette passaient obligatoirement par le respect des normes provenant de l'extérieur. Les gouvernements, financièrement dos au mur se sentaient obligés de soumettre un DSRP à l'image des conditions de la BM. C'est pourquoi les partenaires trouvaient paradoxal de taxer le DSRP comme document exprimant les aspirations nationales.

Dans la plupart des pays, les partenaires insistaient sur le fait que beaucoup de membres de la société civile et membres du gouvernement étaient incapables de lire et comprendre le document. D'où l'incapacité de ces membres d'influencer les décisions. Ironiquement au Cambodge, beaucoup de membres du gouvernement étaient incapables de lire le DSRP final parce qu'il était écrit en anglais. Le document n'était qu'à la disposition des donateurs et des ONG. L'apport cambodgien était négligé. Les partenaires remarquaient que les gouvernements du Nicaragua et du Honduras ne se souciaient que des points de vue des IFI et des dona-

²⁸ CHRISTIAN AID, "Participating in Dialogue? The Estrategia Boliviana de Reducción de la Pobreza" January 2002

²⁹ CEDLA. Aguirre, Alvaro; Espada, Juan Luis "Problemas de la Estrategia para la Reducción de la Pobreza" No 3 Febrero 2001

³⁰ CEDLA Rosell, Pablo "Dialogo Nacional 2000: Dialogo sobre Pobreza o Pobreza de un Dialogo?" No 1. Noviembre 2000, and CHRISTIAN AID, "Participating in Dialogue? The Estrategia Boliviana de Reducción de la Pobreza" January 2002

teurs. La stratégie était simple : choisir les stratégies et politiques susceptibles d'être approuvées par les IFI plutôt que de choisir des politiques proposées par les citoyens³¹.

Les donateurs jouaient parfois des rôles importants. Le processus du DSRP avait fourni aux partenaires des questions du développement, l'opportunité d'améliorer leur coordination. Lors du Dialogue National de 2000 par exemple, les agences de coopération internationale avaient joué un rôle important qui était celui d'encourager la SC à participer lors des assemblées. Dans le même ordre d'idées, les donateurs en Amérique Centrale avaient réussi à utiliser les structures MITCH afin de coordonner les actions et de débattre sur le DSRP.

Bien que l'amélioration de coordination des donateurs et l'encouragement de la participation de ceux-ci aient des résultats positifs, les problèmes fondamentaux de base restaient les mêmes. Sans l'ombre d'un doute, la domination et la pauvreté des rôles joués par les donateurs affectaient négativement le processus et le contenu du DSRP.

**CINQUIÈME PROBLÈME CLEF :
STRATÉGIES PRAGMATIQUES :
PROCESSUS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE**

Certains partenaires concluaient que le gouvernement avait copté la société civile utilisant cette dernière pour approuver et légitimer les politiques initialement réfutées, imposées à cette dernière par le gouvernement. Beaucoup de partenaires remarquaient que leurs opinions avaient été ignorées et que la structure officielle de participation était à revoir. Ces facteurs poussaient les organisations des partenaires (comme membre de la société civile) à réfléchir sur le thème : comment travailler en collaboration avec le DSRP ?

En Zambie et au Honduras les partenaires avaient décidé d'organiser un processus parallèle de la société civile, malgré le fait que la relation entre le processus parallèle et le processus officiel était entièrement différente dans les deux pays. Tandis qu'en Zambie le gouvernement et le processus de la société civile collaboraient admirablement, la relation entre les deux était plutôt conflictuelle au Honduras.

La société civile en Zambie participait lors du processus organisé par le gouvernement et organisa un processus. Le gouvernement zambien invita la société civile lors de la période formulative du processus et lui demanda de participer lors des Groupes de Travailleurs du DSRP et des Consultations Provinciales sur la Pauvreté. Toutefois, sans consulter les membres dynamiques de la société civile, le gouvernement formula le DSRP- I. Ainsi, la société civile avait un double défi à relever :

- Ignorer les opinions formulées.
- Fournir une perspective propre à elle

En Somme, toutes les parties sentaient la nécessité d'un forum plus élargi afin de recueillir des opinions et suggestions plus constructives. C'est ainsi que la société civile organisa son propre processus consultatif incluant les Groupes consultatifs et Le Forum National de la Société Civile résultant du document "Un DSRP pour la Zambie – Perspective de la société civile" qui avait été remis au Ministre du développement économique des Finances. Ce document fournissait un ensemble d'indices et de repères nécessaires au jugement du DSRP officiel et évalue le degré jusqu'auquel les opinions et suggestions de la SC ont été respectées dans la formulation du DSRP officiel.

Initialement perçu par certains représentants de gouvernement comme une duplication d'efforts ou tout simplement un défi lancé au gouvernement, le

³¹ FOSDEH (Social Forum of External Debt and Development of Honduras) "Process and Experience For the Preparation of a Poverty Reduction Strategy Paper in Honduras" Honduras, October 2001 et TROCAIRE « PRSPs – Policy and Practice in Honduras and Nicaragua », « DSRP – Politique et pratique au Honduras et au Nicaragua » la contribution de TROCAIRE au processus de révision du DSRP par la BM et le FMI, Janvier 2002.

processus consultatif de la société civile devint une source vitale d'informations complémentaires pour le gouvernement. La société civile finit par réaliser que plusieurs de ses recommandations avaient été respectées³². Au Honduras, le processus officiel était caractérisé par des traits négatifs ; le gouvernement et les acteurs internationaux avaient sélectionné les thèmes de débat ignorant la société civile. Les recommandations provenant des organisations de la société civile n'étaient pas prises en considération. Bref le processus était l'apanage d'une catégorie de personnes ; d'où le manque de coopération. Compte tenu de ces frustrations et conflits, INTERFOROS créa un processus afin de germiner le DSRP de la société civile. Lorsque le gouvernement présenta la version finale du DSRP officiel, INTERFOROS refusa publiquement de l'approuver. Raison : Refus du gouvernement d'incorporer les propositions clés de la société civile³³.

SIXIÈME PROBLÈME CLEF :
CROISSANCE DE L'ESPACE POLITIQUE,
AUGMENTATION DE LA CAPACITÉ

Malgré tous les obstacles cités plus haut, la société civile a gagné beaucoup d'espace politique. Et ceci à travers son engagement lors du processus parallèle et/ou officiel du DSRP. Le DSRP a fourni aux groupes marginalisés de la société civile l'opportunité de participer avec d'autres partenaires et de bénéficier de nouvelles idées et connaissances lors des assemblées avec le gouvernement³⁴.

La société civile augmentait en capacité en améliorant sa structure et son réseau. Comme exemple, nous pouvons dire que le DSRP a poussé la société zambienne à être unie formant un nouveau et vigoureux réseau. La société civile avait compris que si elle voulait être respectée par le gouvernement il faudrait qu'elle soit organisée en groupes³⁵.

En Somme, la participation de la société civile au processus du DSRP lui a permis de mieux comprendre les processus nationaux de prise de décisions et les problèmes politiques. Sa participation l'avait aidée à nouer beaucoup plus de liens avec le gouvernement d'où la croissance du profil national. Sous ce rapport, il y avait lieu de reconnaître que la société civile était mieux outillée pour une contribution future lors des assemblées en développant une culture de transparence et de responsabilité financière.

³² THE ECONOMIC JUSTICE NETWORK OF FOCCSIA. Le réseau pour la justice économique de FOCCSIA. « le degré d'engagement des églises et de leurs conseils dans l'élaboration et l'exécution des DSRP », juillet 2003

³³ FOSDEH (Forum Social de la Dette Extérieure et Développement du Honduras) « processus et expérience pour la préparation d'un document stratégique de réduction de la pauvreté au Honduras », Octobre 2001.

³⁴ AFRODAD Africa's Experience with the PRSP Content and Process (draft report) 2003. « l'expérience africaine du processus et du contenu du DSRP ». Rapport de synthèse de 10 pays africains : Burkina Faso, Mauritanie, Ouganda, Tanzanie, Mozambique, Ghana, Kenya, Rwanda et Zambie, (version provisoire) 2003.

³⁵ Mpepo, P. Besinoti, CSPR « engagement de la société civile dans la formulation du processus du DSRP de la Zambie, son exécution et suivi » présenté lors de l'atelier ZCTU/FES sur l'orientation générale de la SRP et le processus DSRP zambien. Lusaka jeudi 27 Mars 2003.

Le processus du DSRP : Recommandations

Le processus du DSRP a été difficile et émaillé de beaucoup de problèmes. Ainsi, dans le but de mieux les organiser dans le futur, les partenaires ont présenté une gamme variée de recommandations au gouvernement, à la société civile et aux donateurs.

RECOMMANDATIONS FAITES AU GOUVERNEMENT

En tout ce qui concerne les processus du DSRP le gouvernement devrait:

- Encourager les exercices participatifs à tous les niveaux et créer des opportunités. Solidifier la participation des ONG à chaque étape du processus.
- Institutionnaliser la participation à travers l'établissement d'une structure permanente et effective de participation à chaque stade du processus du DSRP.
- Inclure la société civile lors de l'organisation des structures et de la sélection des points et thèmes à débattre.
- Fournir un programme de formulation assez clair et détaillé du DSRP afin que la société civile et les autorités provinciales/municipales aient l'opportunité de comprendre, de contribuer lors du processus et de planifier une participation plus efficace.
- Se rassurer que les informations sont à la portée de tout le monde.
- Coopérer avec les parlements et les partis politiques.
- Dans le but de matérialiser avec succès le DSRP, assurer la communication, la coopération lors du développement du DSRP entre non seulement les différents ministères mais aussi les départements nationaux et provinciaux.
- Inclure de manière efficace les groupes vulnérables et exclus.
- Utiliser les langues locales et clarifier toute information et débat.
- Donner en retour les résultats du processus aux participants
- Favoriser la participation élargie et consistante de la société. Eviter de trier les participants sur le volet.
- Être toujours prêt et capable voire favoriser l'amélioration de la qualité du DSRP.
- Toujours se servir des leçons apprises lors des assemblées passées afin d'éviter ou d'améliorer l'assemblée du jour.
- Se recycler, apprendre comment organiser et faciliter le processus participatif.
- Inclure activement les médias afin de se rassurer que le public est au courant des progrès et des obstacles du processus de DSRP.
- Négocier et développer avec la société civile les signes et indices par lesquels la qualité de participation peut être jugée.
- Etablir des indicateurs explicites afin de prouver qu'il y a corrélation entre le DSRP et les documents ministériels.

RECOMMANDATIONS FAITES A LA SOCIÉTÉ CIVILE

En relation avec le processus du DSRP, la société civile devrait:

- Organiser et solidifier le réseau des structures nationales et internationales afin de favoriser une participation effective à travers les ONG à l'exemple du Cambodge ou de mettre sur pied un réseau spécifique pour la réduction de la pauvreté (Zambie).
- Améliorer la coopération nationale provinciale et la société civile locale. Développer les pratiques démocratiques dans les différentes circonscriptions afin de favoriser une représentation effective.
- Eduquer la société civile sur les questions économiques, juridiques et de travaux de recherche, afin de solidifier leur position.
- Bien informer la société civile des problèmes du DSRP et l'encourager à participer.

- Inclure les médias afin d'informer le public des progrès et problèmes posés par le DSRP.
- Plaider pour l'établissement d'une structure institutionnelle pour une participation plus effective.
- Négocier et développer avec le gouvernement si possible les signes et indices par lesquels la qualité de participation peut être jugée.

RECOMMANDATIONS FAITES AUX DONATEURS

Les donateurs devraient:

- Introduire une section concernant la qualité de participation lors de la structure du DSRP et encourager la critique des processus antérieurs.
- Encourager les gouvernements à organiser les exercices participatifs à toutes les différentes étapes et à tous les niveaux. Créer des opportunités pour permettre aux ONG de pouvoir participer à chaque phase du processus et institutionnaliser la participation.
- Financer les processus participatifs afin d'assurer l'indépendance continue de la société civile.
- Organiser des ateliers et exposer les pratiques d'une participation efficace et supporter l'échange des programmes.
- Encourager, financer et assister en mettant sur pied des programmes afin que le gouvernement organise et facilite les processus participatifs permettant la participation des pionniers de la société civile et tous les autres à la formulation des politiques, à la mise en oeuvre, au contrôle et à l'évaluation à toutes les différentes étapes afin que les médias puissent effectivement communiquer au public toutes les informations nécessaires.
- Fournir et orienter l'assistance technique vers la solidification de la société civile et du gouvernement. Encourager la coopération gouvernement/société civile.
- Encourager une participation élargie de la société civile en fournissant les ressources aux ONG les moins professionnalisées.
- S'assurer que les assistants techniques engagés dans la formulation des plans stratégiques comprennent que la dimension et le style de ces plans sont à la hauteur du gouvernement. Les IFIs ne devaient pas analyser à nouveau les stratégies elles-mêmes.
- Travailler en collaboration avec d'autres partenaires sur la question du développement afin d'éviter des stratégies répétitives et encourager les relations synergiques.
- Réduire la confiance faite aux missions de visite et s'assurer que ces visiteurs passent assez de temps dans le pays afin de comprendre les réalités nationales.
- Encourager le débat sur les politiques alternatives et favoriser le dialogue participatif.

Le contenu du DSRP : Perspectives et positions

Un bon nombre de raisons poussait les organisations de partenaires à remettre en question le contenu de DSRP. La plupart des problèmes soulevés provenait de l'incapacité de rectifier les stratégies grâce aux leçons tirées du passé.

Ces leçons étaient :

- L'incapacité de réajuster les politiques pour la réduction de la pauvreté.
- L'incapacité de minimiser le rôle dominant des donateurs.
- La continuelle matérialisation des politiques inadéquates taxées d'ajustements structurels
- L'échec de l'analyse rationnelle des anciennes stratégies du DSRP.
- Comme souligné par les partenaires sous la rubrique des recommandations faites, le succès du DSRP passait inévitablement par le changement radical des stratégies dudit document.

PREMIER PROBLÈME CLEF : INFLUENCE DE CONTENU DU DSRP PAR LA BM ET LE FMI

Les partenaires n'avaient pas manqué de souligner que le problème fondamental provenait des IFI. La BM et le FMI ont non seulement imposé le plan à respecter lors de la formulation du DSRP mais aussi dicté les signes et indices servant à évaluer la pauvreté. Cette structure considérée exemplaire par les IFI n'était qu'une compilation d'hypothèses néo-libérales résultant des recommandations de politique néo-libérale.

Le pouvoir donné aux IFI (entre autres sélectionner les thèmes à débattre, pouvoir d'approuver si le DSRP mérite d'être financé, le rôle joué par les employés des IFI dans les contextes nationaux) était illimité et implicite. Bien que les textes nationaux des DSRP étaient différents, les politiques fondamentales étaient convergentes³⁶.

L'impact des pauvres sur le contenu restait très limité. Les politiques réfutées par les pauvres telles que : la privatisation, le paiement des frais pour des services essentiels (santé, éducation...) l'annulation des subventions octroyées aux promoteurs de l'agriculture de base, le démantèlement des coopératives dirigées par le gouvernement étaient celles qui étaient appliquées tandis que celles favorisées par les pauvres telles que la redistribution des terres étaient inconsidérées.

DEUXIÈME PROBLÈME CLEF : MAUVAISE QUALITÉ D'ANALYSE DE LA PAUVRETÉ

Bien des partenaires considèrent que le degré de compréhension d'analyse de la pauvreté contenu dans le DSRP est inconsistant et pauvre. Beaucoup de DSRP manquent d'analyse des dimensions variées de la pauvreté tandis que d'autres fournissent une caractérisation imprécise de la pauvreté tant conceptuelle que sur la présentation même des indices³⁷. Ceci dit, la compréhension de la pauvreté sous l'angle du DSRP est beaucoup plus influencée par la position des IFI. IFI qui avaient d'ailleurs établi les indices et ratios d'évaluation de la pauvreté.

Au Cambodge par exemple, les dimensions de la pauvreté décrites dans le DSRP-I sont les mêmes que celles décrites dans le DSRP référentiel de la BM³⁸. L'analyse inconsistante de la pauvreté a conduit inévitablement à de mauvaises stratégies et à de mauvaises politiques régionales dans la lutte contre la pauvreté³⁹. En plus, l'évaluation des performances des anciennes politiques nationales pour la réduction de la pauvreté était hasardeuse et hâtive. Sans l'ombre d'un doute, nous dirons que les précédentes expériences ne leur ont pas servi de leçons afin d'éviter de pareilles erreurs dans le futur⁴⁰.

³⁶ Focus on the global south, « Structural Adjustment in the name of the Poor ». January 2002. Roy Chavez Maluan, Jenina et Guttal, Shalmali « L'ajustement structurel au nom des pauvres. Le DSRP dans le Lao PDR, Cambodge et Vietnam », janvier 2002.

³⁷ EICP- ESPACIO DE INCIDENCIA CONTRA LA POBREZA. " Plan d'action 2003-2005" août 2003

³⁸ Forum des ONG sur le Cambodge au nom de la coalition asiatique des ONG (ANGOC) pour le groupe de travail régional et pacifique des ONG de l'Asie de l'Est sur la BM. « Evaluation rapide du processus du DSRP au Cambodge : deux banques, deux processus, deux documents » septembre 2001.

³⁹ Cette question trouve son explication dans : TROCAIRE « PRSP Update 2002, Central America, Honduras and Nicaragua » December 2002.

⁴⁰ Forum des ONG sur le Cambodge au nom de la coalition asiatique des ONG (ANGOC) pour le groupe de travail régional et pacifique des ONG de l'Asie de l'Est sur la BM. « Evaluation rapide du processus du DSRP au Cambodge : deux banques, deux processus, deux documents » septembre 2001.

TROISIÈME PROBLÈME CLEF : LA CROISSANCE, AU LIEU DE LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ EST LE BUT PRIMORDIAL DU DSRP

La croissance économique est la stratégie primaire des stratégies du DSRP. Soutenir la réduction de la pauvreté, selon le FMI, signifie accélérer la croissance économique. Toutefois, les impacts sociaux négatifs des politiques de croissance ne sont pas mentionnés et les stratégies de redistribution sont quasi-inexistantes. Selon AFRODAD les conditions sine qua non avancées par les IFI n'étaient qu'une structure néolibérale incapable de jumeler les problèmes⁴¹.

Au démeurant, la croissance rapide signifie le plus souvent dégradation environnementale, croissance des inégalités et désordre social. Le cas du Cambodge nous enseigne que l'insistance faite sur la croissance économique exponentielle ne peut être palpable que si des régulations sociales appropriées telles que le salaire minimal inter-garanti sont au même moment mises sur pied avec les régulations environnementales⁴².

La croissance économique rapide est le but premier du DSRP au Vietnam. Cette stratégie n'identifie pas clairement les liens entre les mesures prises pour la croissance et celles favorisant la stratégie pour la réduction de la pauvreté. Le document manque d'identifier l'impact social et économique potentiel sur les stratégies de la croissance globale suggérée. Croissance et mesures pour la réduction de la pauvreté ont été développées séparément. Mais, l'accent a été mis sur la croissance. Le DSRP – I du Vietnam, Laos et du Cambodge ne fait aucune projection de la réduction de la pauvreté. Ainsi, les programmes sont concentrés sur la réalisation de la croissance économique la plus élevée possible. Croissance qui n'implique pas nécessairement une réduction de la pauvreté⁴³.

Le DSRP en général insiste sur la croissance comme condition pour conduire à la réduction de la pauvreté. Toutefois, compte tenu de la manière dont ces politiques de croissance sont mises en œuvre, et le manque d'acharnement sur la redistribution comme mécanisme pour la promotion de la croissance ou sur l'égalité des problèmes, il faut rester prudent sur l'hypothèse faisant de la croissance une condition pour conduire à la réduction de la pauvreté (à prendre avec des pincettes).

Selon la structure du DSRP, s'occuper des problèmes liés à la pauvreté est accessoire à la croissance économique et les problèmes sociaux et environnementaux ne sont vraiment pas pris en considération. En lieu et place d'une approche structurelle de la création d'une politique sociale pour la réduction de la pauvreté, le DSRP tend plutôt à atténuer les impacts négatifs des politiques économiques.

QUATRIÈME PROBLÈME CLÉ : DSRP ET PRPC : UNE REFORMULATION DES POLITIQUES DES PAS

DSRP/PRPC filles des PAS ont été globalement discrédités. Pour les partenaires, le DSRP le PRPC aussi bien que les PAS contenaient en elles les germes de leur propre destruction. Généralement ces documents et programmes étaient des locomotives ayant pour wagons: la contraction économique, la réduction de l'accès à la santé et à l'éducation, l'augmentation de l'inégalité des revenus bref cette locomotive était le conducteur le plus approprié d'une pauvreté lancinante. Dans la plupart des pays, le DSRP dérivait des stratégies antérieures pour la réduction de la pauvreté; d'où une étroite relation entre le DSRP et le PAS. La critique croissante des PAS fut l'une des raisons favorisant l'introduction de DSRP.

⁴¹ AFRODAD Africa's Experience with the PRSP Content and Process (draft report) 2003. « l'expérience africaine du processus et du contenu du DSRP ». Rapport de synthèse de 10 pays africains : Burkina Faso, Mauritanie, Ouganda, Tanzanie, Mozambique, Ghana, Kenya, Rwanda et Zambie, 2003.

⁴² Forum des ONG sur le Cambodge « une rapide comparaison de la déclaration faite par les ONG à la réunion CG 2002 et la version définitive de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté du Cambodge », juin 2003.

⁴³ Focus on the global south, « Structural Adjustment in the name of the Poor ». January 2002. Roy Chavez Maluan, Jenina et Guttal, Shalmali « L'ajustement structurel au nom des pauvres. Le DSRP dans le Lao PDR, Cambodge et Vietnam », janvier 2002.

Les partenaires trouvaient que les IFIs continuaient de refuser ou tout simplement de considérer des politiques alternatives. Sans toutefois se fier à la recherche en passant par une minutieuse analyse d'un probable effet des politiques des PAS au niveau national, d'une manière très surprenante, les IFIs continuaient à affirmer que les PAS contribuaient automatiquement à la réduction de la pauvreté. A titre d'exemple, nous noterons que le DSRP à court terme omettait d'évaluer les effets de ses politiques sur la pauvreté et d'évaluer les effets à long et moyen- terme de ces politiques⁴⁴.

Concernant particulièrement les effets de la demande totale et la capacité de croissance du marché local et national :

Le DSRP ne présentait pas une enquête minutieuse des politiques choisies contenues dans le PRPC. La plupart des politiques et stratégies controversées se trouvaient dans le PRPC au lieu du DSRP. Raison pour laquelle les partenaires considéraient que le DSRP était subordonné aux accords du PRPC. L'un des rares cas à mentionner où le DSRP contenait des politiques alternatives était au Mozambique, (les IFI avaient accepté la protection continue des noix de cajou) en Tanzanie (abolition des frais de scolarité) et en Uganda (abolition des frais de santé). Dans les autres pays, les DSRP et PRPC n'étaient qu'une continuation des politiques antérieures d'ajustement structurel⁴⁵. Cette perception était renforcée par le fait que le DSRP était seulement approuvé par les IFIs. Il n'était approuvé par ces derniers que lorsqu'il contenait des politiques macro-économiques acceptables. (liées aux normes)

La société civile était le plus souvent exclue des débats macro-politiques pendant le processus du DSRP. Dans la même lancée, les évaluations et opinions critiques de la société civile concernant

les politiques d'ajustements structurels n'étaient parfois pas mentionnées dans le rapport final de ses consultations. La société civile n'avait pas été incluse lors des négociations du PRPC. Comme les PAS, le DSRP/PRPC avait sous-estimé la société civile. Plus que jamais, la reconnaissance de l'impact négatif des politiques préconçues et recommandées était nécessaire. La question qui nous hantait était celle de savoir pourquoi un pays tel que la Bolivie était toujours l'une des régions les plus pauvres et sous-développées après avoir mis sur pied et respecté les programmes d'ajustements structurels.

CINQUIÈME PROBLÈME CLÉ : DSRP, PRPC ET CONDITIONNALITÉS

Avant la formulation du DSRP, il était dit par les officiels du FMI et de la BM qu'une fois le DSRP mis en exécution, les conditionnalités des PPTE seraient abandonnées et remplacées par un DSRP à coloration locale (un DSRP respectant les valeurs et les opinions de la société civile). Cette promesse n'avait pas été réalisée. Tandis que les DSRP étaient liés à un nombre limité de conditionnalités, les accords des PRPC continuaient d'imposer des politiques macro-économiques. L'étude menée par AFRODAD en Tanzanie soulignait que les matrices de l'initiative PPTE contenaient 30 conditionnalités parmi lesquelles 25 étaient issues du PRPC et 5 du DSRP⁴⁶. Comme démontré par l'expérience zambienne, les conditionnalités des DSRP et PRPC étaient imposées et appliquées par des forces externes.

De vive voix, la société civile zambienne avait demandé à l'Etat d'arrêter le processus de privatisation d'une banque publique et de la Société Nationale d'Electricité. La voix du peuple étant la voix de Dieu, le Président exigea l'arrêt immédiat de tout processus de privatisation en cours. Le représentant du FMI en Zambie leur rappella que la

⁴⁴ EICP- ESPACIO DE INCIDENCIA CONTRA LA POBREZA. " Plan d'action 2003-2005", août 2003

⁴⁵ AFRODAD Africa's Experience with the PRSP Content and Process (draft report) 2003. « l'expérience africaine du processus et du contenu du DSRP » (rapport provisoire). Rapport de synthèse de 10 pays africains : Burkina Faso, Mauritanie, Ouganda, Tanzanie, Mozambique, Ghana, Kenya, Rwanda et Zambie, 2003.

⁴⁶ Ibid

Zambie pourrait perdre un milliard de dollars liés à l'allègement de la dette de l'initiative PPTE si le processus de privatisation était stoppé⁴⁷.

La formulation des politiques macro-économiques continuait d'être imposée par les IFIs à travers le PRPC et les politiques du développement social élaborées sous le DSRP et restant de relation pauvre.

SIXIÈME PROBLÈME CLEF : DSRP ET PRIVATISATION

La vente des entreprises publiques ne changeait en rien la situation de misère et au contraire n'avait que des conséquences négatives. Comme la société civile, les Partenaires étaient également contre cette stratégie. Loin de contribuer à la réduction de la pauvreté, la privatisation des entreprises publiques responsables du service d'eau et d'électricité en Zambie avait eu pour conséquence l'augmentation exponentielle du coût de la vie et accentué la pauvreté en créant plus de chômage. Sous ce rapport la société civile insistait qu'avant de continuer avec le processus de privatisation il était préférable d'avoir recours aux experts afin qu'ils analysent et publient l'impact financier des privatisations précédentes sur la société civile⁴⁸. Au Mozambique, la privatisation a affiché un impact social très négatif et la croissance n'a pas été synonyme d'amélioration des conditions de vie des pauvres. Dans la même lancée, la privatisation avait pour ambition dualiste d'agrandir le fossé séparant les riches des pauvres (plus de pauvres) en défavorisant une redistribution proportionnelle des biens⁴⁹. La privatisation en Amérique Centrale a été l'objet d'une critique acerbe et globale. Elle a été responsable de la mauvaise qualité des produits et de l'augmentation des prix⁵⁰.

SEPTIÈME PROBLÈME CLEF : DSRP ET COMMERCE

La libéralisation du commerce et l'ouverture des marchés sont parmi les principes fondamentaux des

PAS et ont été imposés comme deux des principes fondamentaux du DSRP. Raison pour laquelle les poumons de l'économie vietnamienne étaient ses exportations. Dans le souci d'augmenter ses revenus, le Vietnam exportait beaucoup de riz et d'autres cultures. Le DSRP ne soulignait pas et ne clarifiait pas les normes et les quotas d'importations et d'exportations. Ce document qui, dans ses principes fondamentaux favorisait la libéralisation du commerce et l'ouverture des marchés, n'avait pas pensé à suggérer des politiques et stratégies qui pourraient aider les pays à gérer avec efficacité l'afflux des importations causé par ces politiques.

Dans les pays asiatiques, le DSRP n'offrait aucune analyse mentionnant les pertes et les conséquences qui dériveraient de la libéralisation du commerce. (Aucune mesure de sécurité et de protection n'avait été mise sur pied par le DSRP dans le but de sécuriser les producteurs et les consommateurs locaux). La libéralisation du commerce était un ouragan économique qui n'avait épargné que des puissants hommes d'affaires et de grandes entreprises. Au lieu de supporter la sécurité alimentaire le DSRP vietnamien concentrait toutes ses stratégies sur la production et l'exportation de ses cultures⁵¹. Bien qu'on dise que la politique commerciale au Cambodge ne favorisait que les pauvres, aucune corrélation positive et dynamique entre politique et réduction effective de la pauvreté n'avait été faite par les ONG. Le développement efficace des stratégies commerciales passait obligatoirement par l'organisation des assemblées (avec la non-sélection des participants) analysant l'impact des stratégies potentielles sur la pauvreté; et la consultation fréquente des communautés qui seraient affectées par ces stratégies. La politique commerciale ne pouvait être en faveur des pauvres seulement si elle n'avait pas été mise en place de manière trop hâtive. Prendre assez de

⁴⁷ Ibid

⁴⁸ Jubilee-Zambia / Debt Project, par Mphuka, Chrispin "HIPC Study: The case of Zambia". Décembre 2002

⁴⁹ Mozambique Debt Group, « position du Mozambique Debt Group sur le processus DSRP » Mars 2003.

⁵⁰ Opinions des OSC, parmi autre FOSDEH dans : TROCAIRE « PRSP Update 2002, Central America, Honduras and Nicaragua » December 2002. (DSRP révisé, décembre 2002, Amérique du centre, Honduras et Nicaragua, décembre 2002).

⁵¹ Focus on the global south, « Structural Adjustment in the name of the Poor ». January 2002. Roy Chavez Maluan, Jenina et Guttal, Shalmali « L'ajustement structurel au nom des pauvres. Le DSRP dans le Lao PDR, Cambodge et Vietnam », janvier 2002.

temps et les matérialiser les unes après les autres de manière organisée et rationnelle. Les réformes stratégiques concernant la distribution des biens doivent être minutieusement analysées⁵².

HUITIÈME PROBLÈME CLEF : EVITER LES PROBLÈMES D'ÉGALITÉ

Les partenaires considéraient que l'équité qui est l'un des problèmes clés n'était pas mentionnée dans le DSRP. Le DSRP en général évitait et n'analysait pas ce problème. Malgré le fait que les terrains appartenaient à une catégorie de personnes, les stratégies du DSRP ne faisaient pas allusion à une redistribution impartiale des terres. Pour les pauvres, la redistribution des terres et la baisse des frais de location (des terres) étaient un grand pas vers la réduction de la pauvreté. Le DSRP au contraire supportait la vente des terres et la légalisation de ses propriétaires. Dans un environnement d'inégalité extrême, cette stratégie sur la notion des terres ne favorisait pas l'accès aux parcelles de terre. Dans la plupart des cas, les problèmes liés à la pauvreté étaient considérés comme de simples problèmes de "manque". Sur ce, aucune politique économique n'était modifiée dans le but d'affecter la production des biens, la distribution et la redistribution des revenus. Au Nicaragua, la société civile avait rejeté la définition de la pauvreté et critiqué les statistiques et indices de la pauvreté publiés par le gouvernement. Pour la société civile ces indicateurs et chiffres étaient irréalistes et grossièrement amplifiés⁵³.

En outre, la corruption avait été mentionnée comme le principal obstacle à la réduction de la pauvreté et de l'égalité. Toutefois, dans la plupart des DSRP, aucune de ses rubriques ne mentionnait l'impact de la corruption sur la pauvreté ; raison pour laquelle aucune stratégie n'était mise sur pied pour la combattre.

NEUVIÈME PROBLÈME CLEF : MANQUE DE MESURES SPÉCIALES POUR LES GROUPES VULNÉRABLES

Vulnérabilité et marginalisation étaient les causes et conséquences de la pauvreté. La réduction de la pauvreté sera effective lorsque les droits et les besoins des personnes vulnérables seront pris en considération⁵⁴. Les groupes marginalisés et vulnérables tels que les femmes, les enfants, les groupes indigènes, les personnes infirmes et les personnes infectées et affectées par le VIH/SIDA nécessitaient une attention particulière lors de la mise sur pied des politiques de développement. Ces groupes de personnes rencontraient toujours des problèmes socio-économiques particuliers et étaient le plus souvent affectés disproportionnellement par les impacts sociaux négatifs des politiques économiques.

La plupart des DSRP faisait allusion à l'importance de l'égalité de genre. Cependant, le manque d'une stratégie détaillant l'intégration de la femme dans les efforts de développement était sujet de débat. Dans la même lancée, les femmes étaient oubliées lors de la recherche des voies et moyens pour la réduction de la pauvreté.

Au Cambodge les problèmes de genre étaient mentionnés dans le rapport final de la SNRP. S'il est vrai que la violence et le trafic des jeunes filles étaient des problèmes rencontrés, il n'est pas moins vrai que des solutions et des mesures concrètes voire officielles étaient nécessaires pour l'éradication des problèmes de cette nature⁵⁵.

Au Bangladesh, le but principal du DSRP était de réduire le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Ce but comme nous pouvons le remarquer ne faisait pas allusion aux problèmes de genre. Ce manque de sensibilité au problème de

⁵² Comité de Coopération pour le Cambodge, forum des ONG sur le Cambodge et Medicam « déclaration des ONG à la réunion consultative sur le Cambodge » Phnom Penh, 19 – 21 juin 2002.

⁵³ TROCAIRE « PRSP Update 2002, Central America, Honduras and Nicaragua » December 2002.

⁵⁴ CEDLA Rosell, Pablo "Dialogo Nacional 2000: Sobre Pobreza o Pobreza de un Dialogo?" Noviembre 2000. Et CHRISTIAN AID, « Participating in Dialogue ? The Estrategia de Reduccion de la Pobreza ». Janvier 2002.

⁵⁵ FOSDEH (Forum Social de la Dette Extérieure et Développement du Honduras) « processus et expérience pour la préparation d'un document stratégique de réduction de la pauvreté au Honduras », Octobre 2001. Et TROCAIRE « PRSPs – Policy and Practice in Honduras and Nicaragua ». (DSRP – Politique et pratique au Honduras et au Nicaragua), la contribution de TROCAIRE au processus de révision du DSRP par la BM et le FMI, Janvier 2002.

genre détériorait la relation Hommes - Femmes. La question de savoir comment le DSRP favorisera l'émancipation et les conditions de vie économique de la femme restait sans réponse⁵⁶.

Les femmes n'étaient pas considérées lors du développement des politiques économiques et de l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales. Les groupes de femmes n'étaient pas inclus pendant l'analyse budgétaire, les salaires des femmes n'étaient pas non plus mentionnés lors de l'initiative visant à augmenter les salaires des populations des zones rurales⁵⁷.

Au fil des ans le DSRP reconnaissait que le VIH/SIDA était un problème social et économique. Malgré les progrès fournis lors des programmes du VIH/SIDA, une stratégie claire et précise restait encore à être élaborée⁵⁸.

Les partenaires ont présenté une liste variée de recommandations au gouvernement, à la société civile et aux donateurs en relation avec le contenu du DSRP.

⁵⁶ Forum des ONG de Cambodge: " A Rapid Comparison of the NGO Statement to the 2002 CG Meeting and the Final Draft of Cambodia's National Poverty Reduction Strategy" June 2003. (« une rapide comparaison de la déclaration faite par les ONG à la réunion CG 2002 et la version définitive de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté du Cambodge », juin 2003.)

⁵⁷ STEPS TOWARDS DEVELOPMENT « National Dialogue on Gender and the PRSP. Report and Recommendations », November 26, 2002 (« dialogue national sur l'approche genre et les recommandations », 26 novembre 2002.)

⁵⁸ M. M. Akash « note sur le processus DSRP au Bangladesh », président du « People's Empowerment Trust Cooperation Committee » pour le Cambodge, Forum des ONG sur le Cambodge et Medicam « déclaration des ONG à la réunion consultative sur le Cambodge » Phnom Penh, 19 – 21 juin 2002.

Le contenu du DSRP : Recommandations

RECOMMANDATIONS AUX GOUVERNEMENTS

- La structure de la politique macro-économique devrait privilégier la réduction de la pauvreté.
- Chercher une structure analytique alternative aux PAS et créer des alliances avec certains gouvernements à la recherche des politiques alternatives.
- Inclure une analyse multidimensionnelle complète de la pauvreté mentionnant comment ces dimensions sont affectées par la croissance, la politique des affaires publiques, les structures institutionnelles.
- Collaborer avec la société civile afin d'identifier les objectifs de la pauvreté puis identifier les politiques et les projets qui dérivent de ces objectifs. La politique nationale doit satisfaire les besoins nationaux.
- Examiner les effets potentiels d'une gamme variée de politiques afin d'identifier celles capables d'avoir le plus grand impact sur la pauvreté (orienter sur les résultats). L'incompatibilité entre politiques macro-économiques et la réduction de la pauvreté devrait être analysée. Les politiques socio-économiques devaient être introduites dans le but de lutter contre la pauvreté
- Une attention particulière devait être accordée aux problèmes tels que : la redistribution des terres, la discrimination de genre, les besoins des populations indigènes, les personnes infirmes et la crise du VIH/SIDA.
- Cette attention devait inclure des mesures et stratégies capables de contrôler l'impact des politiques sur ces groupes d'individus.
- Assurer l'égalité de genre en établissant des mesures spécifiques afin d'éradiquer toute forme d'oppression envers les filles et assurer la participation des femmes. Le document devait exposer les besoins pratiques et les stratégies des femmes.
- Classifier les données sur la pauvreté par âge, genre et inclure des plans d'action dans le but de

réduire la pauvreté des enfants. Le DSRP devrait contenir les opinions et les points de vue des enfants et des jeunes gens.

- Encourager le développement humain en insistant sur l'éducation des nouvelles compétences et les connaissances surtout au sein des groupes désavantagés. Ce développement pourrait élargir la base économique résultant d'un taux de croissance à long terme.
- Développer une approche de réduction de la pauvreté à long- terme permettant l'établissement des structures, spécialement au niveau le plus bas de la structure décentralisée.

RECOMMANDATIONS FAITES A LA SOCIÉTÉ CIVILE

Compte tenu du contenu de la politique du DSRP, la société civile devrait :

- Faire campagne pour une structure alternative de développement.
- Identifier et promouvoir les meilleures stratégies pour la réduction de la pauvreté.
- Le DSRP était l'un des documents de la politique du gouvernement. Si un problème important n'était pas inclus dans le contenu du DSRP, l'importance est de plaider afin de l'intégrer dans d'autres documents importants du gouvernement.

RECOMMANDATIONS FAITES AUX DONATEURS

En ce qui concernait la politique autour du DSRP, les donateurs devaient :

- Ré-analyser les politiques d'ajustements structurels et considérer des politiques alternatives.
- Spécifier le nombre de ressources disponibles afin qu'il y ait équilibre entre ressources et plans.
- Exposer l'exercice des bonnes politiques et supporter les programmes d'échanges.
- Assurer la Cohérence entre les stratégies du PRPC et celles du DSRP afin d'atteindre l'objectif concernant la lutte contre la pauvreté

- Assister la résolution des problèmes externes tels que l'accès au marché par les pays développés
- Promouvoir un marché équitable et demander que les pays développés atteignent leur quota officiel d'aide pour le développement.

DSRP Exécution et contrôle : Perspectives et positions

Beaucoup de pays en étaient à la phase de matérialisation des DSRP. Cette phase contenait aussi un nombre varié de problèmes. Ces problèmes dérivèrent de la formulation très inconsistante des processus des DSRP, aux financements en passant par des obstacles pratiques posés par la mise en exécution du DSRP. Pour certains donateurs la mise en exécution des DSRP n'était pas un succès sur toute la ligne. Malgré toutes ces difficultés, les bailleurs trouvaient que la phase d'exécution et de contrôle du DSRP était une opportunité afin d'organiser un travail d'équipe, d'acquiescer des méthodes et des expériences nouvelles qui seront les fondements de la prochaine politique du processus de formation. Dans le souci d'améliorer l'application et le contrôle des systèmes, les partenaires avaient recommandé :

PREMIER PROBLÈME CLEF : UNE FAIBLE BASE D'EXÉCUTION

L'obligation de résultat devait être l'aspect primordial du DSRP. Identifier les problèmes et trouver les solutions. Les documents devaient contenir :

- Priorités détaillées des politiques d'intervention.
- Structures claires.
- Souligner comment régler les problèmes posés par la matérialisation des DSRP.
- Fournir des indices et mécanismes par lesquels le DSRP devrait être jugé. Car selon les partenaires, la mise en exécution des DSRP restait encore une tâche très difficile à accomplir sans faille.

Manque de priorité des politiques et d'actions

Les problèmes fondamentaux soulevés par les DSRP étaient frappants et palpables sur l'étendue du territoire national : éducation, santé, agriculture, eau et infrastructure sanitaire, économique et environnementale⁵⁹. Le succès des DSRP passait obligatoirement par l'identification des politiques et projets contenus dans un ensemble d'objectifs bien

précis. S'il est vrai que les Nations Unies (Le Développement des Projets du Millénaire) détaillaient un nombre précis de problèmes, il n'était pas moins vrai que ces problèmes devaient être ré-analysés afin de refléter ceux soulignés par les populations vulnérables elles-mêmes. Avant de s'investir sur la mise en exécution de certaines stratégies beaucoup d'efforts devaient être fournis afin d'identifier quelle politique aura le plus grand impact sur la lutte contre la pauvreté.

Dans le cas de Honduras les donateurs avaient conclu que les analyses et la sélection des problèmes restaient à revoir. Selon leur analyse les projets prioritaires mentionnés au niveau local, municipal et départemental n'étaient pas pris en considération à cause d'une structure irréaliste et impraticable du document des DSRP. D'où la nécessité dualiste de re-analyser les stratégies et de réviser le plan de financement afin d'éviter une ingérence de ressources⁶⁰.

La réduction de la pauvreté passait inévitablement par la polarisation des stratégies vers les groupes les plus vulnérables. Toutefois, les stratégies des DSRP étaient loin d'atteindre cet objectif. Certaines réalités affreuses furent notées en Amérique Centrale où les départements et les provinces affichant le plus grand taux d'indices de la pauvreté n'avaient reçu qu'une proportion insignifiante du rééchelonnement de la dette.

Il était inconcevable de croire que les politiques et les stratégies de mise en exécution du DSRP étaient incomplètes. Afin d'avoir un DSRP dynamique, il était bénéfique de mettre en exécution les politiques et les stratégies sélectionnées et de revoir les méthodes utilisées pour atteindre les populations les plus démunies⁶¹.

⁵⁹ AFRODAD Africa's Experience with the PRSP Content and Process (draft report) 2003. (« l'expérience africaine du processus et du contenu du DSRP » (rapport provisoire). Rapport de synthèse de 10 pays africains : Burkina Faso, Mauritanie, Ouganda, Tanzanie, Mozambique, Ghana, Kenya, Rwanda et Zambie, 2003.)

⁶⁰ EICP- ESPACIO DE INCIDENCIA CONTRA LA POBREZA. "Plan of action 2003-2005" August 2003 et "Comentarios de las Organizaciones No Gubernamentales (ONG's) Ante el consejo Consultivo de la ERP sobre el Informe de Avances y Actualizacion Estrategia de Reducción de Pobreza". Honduras

⁶¹ "Comentarios de las Organizaciones No Gubernamentales (ONG's) Ante el consejo Consultivo de la ERP sobre el Informe de Avances y Actualizacion Estrategia de Reducción de Pobreza" de Honduras et TROCAIRE « PRSPs – Policy and Practice in Honduras and Nicaragua » (DSRP – Politique et pratique au Honduras et au Nicaragua), la contribution de TROCAIRE au processus de révision du DSRP par la BM et le FMI, Janvier 2002.

Mise à exécution non dynamique des structures et les contraintes du secteur public

Les documents du DSRP étaient maladroitement liés aux autres outils financiers de planification nationale tels que le budget. Il y avait des liens fragiles entre la budgétisation et les dépenses réelles. Sans ces liens, le DSRP échouera. L'un des problèmes clés considéré comme le talon d'Achille de presque tous les DSRP était la coordination entre le niveau central et celui local des gouvernements. Compte tenu de l'incapacité de décentraliser les autorités dans bien de pays, la probabilité de rater la phase de mise en exécution était très élevée. La pierre angulaire de l'application du DSRP était l'inclusion des populations locales et la compétence des gouvernements locaux. Cette nécessité était encore inconnue. L'incohérence entre les programmes nationaux et décentralisés étaient sujet de réflexion. Les programmes de développement des autorités locales et municipales ne devraient pas être incohérentes avec le DSRP (et vice versa).

Par expérience, les partenaires démontraient que le processus de décentralisation n'était pas assez efficace. Les Ministres prenaient des décisions sans toutefois consulter les autorités locales. Les contraintes que les municipalités rencontraient lors de l'exécution du DSRP étaient évidentes à cause du fait que leurs projets étaient appliqués au niveau municipal⁶².

En ce qui concerne les contraintes du secteur public on relevait trois grands obstacles à un service du secteur public efficient au Cambodge :

- Insuffisance des salaires et primes
- Corruption
- Paiement des fonds d'une manière imprévue et irrégulière⁶³

Le déséquilibre entre le budget attendu et le montant encaissé ne favorisait pas l'application des réformes et contribuait à décourager les principaux participants⁶⁴. Les partenaires insistaient sur le fait que le montant alloué aux secteurs sociaux prioritaires tels que la santé, l'éducation, l'insuffisance/non-qualification des bureaucrates, était insignifiant.

Ces problèmes étaient mal mentionnés dans les DSRP. Compte tenu du fait que ces problèmes avaient des ramifications sur tous les autres aspects du contenu du DSRP, l'analyse voire même la résolution de ces derniers devrait être une priorité. Plus que jamais, il y avait une nécessité de formuler des stratégies claires, des indices de réformes du secteur public, de la réforme salariale, des paiements de fonds et de la bonne gouvernance.

Manque d'un système de contrôle détaillé et d'indices

Vu l'échec de l'application des bons programmes dans le passé, le contrôle des programmes était devenu une nécessité incontournable. Beaucoup de pays n'avaient pas encore une structure de contrôle dynamique des DSRP. Les paramètres et mécanismes permettant à la société civile de participer au contrôle n'étaient pas définis. En Afrique Méridionale les partenaires considéraient que les structures de contrôle n'étaient pas encore entièrement en place et les éléments à contrôler n'étaient pas clairement connus⁶⁵. En Zambie, le rapport du CSPR mentionnait que bien que le gouvernement travaille en collaboration avec les OSC et les individus lors de l'exécution du DSRP, il y avait lieu de se demander jusqu'à quel niveau les opinions et les suggestions de la société civile étaient respectées⁶⁶.

⁶² Comentarios de las Organizaciones No Gubernamentales (ONG's) Ante el consejo Consultivo de la ERP sobre el Informe de Avances y Actualizacion Estrategia de Reducción de Pobreza".

⁶³ Forum des ONG sur le Cambodge « une compilation des ONG et des Suggestions faites par la société civile sur la deuxième version du document stratégique national de réduction de la pauvreté au du Cambodge », décembre 2002

⁶⁴ Forum des ONG sur le Cambodge « une rapide comparaison de la déclaration faite par les ONG à la réunion CG 2002 et la version définitive de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté du Cambodge », juin 2003.

⁶⁵ Le réseau pour la justice économique de FOCCSIA. « le degré d'engagement des églises et de leurs conseils dans l'élaboration et l'exécution des DSRP », juillet 2003

⁶⁶ Mpepo, P. Besinati, CSPR "Engagement of civil Society in the Zambian PRSP Process Formulation, Implementation and Monitoring" Présenté à "ZCTU/FES Workshop on General Orientation to the PRS and the Zambian PRSP Process". Lusaka, jeudi le 27 mars 2003.

Au Honduras, la société civile considérait que les indices utilisés étaient irréalistes et tellement vagues qu'ils ne pouvaient pas permettre une évaluation sincère pour la réduction de la pauvreté. Ces indices devaient être structurés en secteurs, genres et groupes socio-économiques⁶⁷.

Au Nicaragua la société civile soulignait que le rapport détaillant les progrès du DSRP ne facilitait pas l'analyse d'ensemble des projets contenus dans ce document. Ce rapport ne localisait pas les projets et ne spécifiait pas le montant financier alloué à chaque projet; d'où la difficulté de la société civile de contrôler et d'évaluer son application⁶⁸.

Certains partenaires avaient proposé des stratégies afin de créer une base de contrôle acceptable. Au Nicaragua, 'Coordinadora Civil' dans sa liste de propositions avait insisté sur la création d'un fonds spécial pour l'allègement de la dette de l'initiative PPTE dans le but de faciliter le contrôle des dépenses⁶⁹.

Au Cambodge les assemblées des ONG considéraient que l'utilisation de l'Évaluation de l'Impact Social et de la Pauvreté (EISP) des politiques générales pouvait être un élément vital de contrôle et de mise à jour des plans⁷⁰.

DEUXIÈME PROBLÈME CLEF : DÉFICIT FINANCIER

Un bon nombre de pays faisait face aux déficits de financements considérables lors de leurs stratégies pour la réduction de la pauvreté. L'organisation et l'exécution du DSRP ont été négativement affectées par le manque de financement et la difficulté de prédire la disponibilité des fonds du donateur. Il y avait un risque que les DSRP demeurent des stratégies se limitant sur des feuilles à cause du manque de ressources financières. La crise de financements

était causée par les contraintes économiques nationales, les problèmes économiques externes (tel que décliner les termes déjà établis du commerce) l'incapacité des donateurs à tenir leur promesse et l'insuffisance de l'allègement de la dette.

Insuffisance de l'allègement de la dette

L'allègement de la dette fourni à travers les PPTE ne pouvait pas accélérer la croissance et réduire à long - terme la pauvreté. Les donateurs continuaient d'utiliser l'approche de l'entretien de la dette au lieu de son annulation. Selon un récent rapport de la BM/FMI concernant les PPTE, après avoir rempli toutes les conditions nécessaires pour bénéficier de l'aide des IFI, la Zambie, bien qu'ayant bénéficié de l'allègement de la dette, croupissait toujours de misère à cause d'une lourde dette externe. Il y'avait lieu de se demander si son stock de dettes diminuerait compte tenu du fait que le gouvernement continuait d'emprunter de l'argent⁷¹. Tant que la Zambie dépensera 130 millions par an juste pour la maintenance de sa dette, le DSRP n'aura qu'un faible impact dans le processus de réduction de la pauvreté⁷².

Le souci majeur dans la plupart des PPTE était l'incapacité de maîtriser le paiement de sa dette externe. Bien que la dette externe soit très lourde, la dette interne ne cessait aussi d'accroître. (La croissance de la dette interne a des effets très dévastateurs). Tout pays endetté, dans ses efforts de relancer la croissance commence par maîtriser sa dette intérieure. La dette locale est un obstacle à la relance de l'activité économique. En s'endettant localement, le gouvernement réduit les opportunités d'endettement privé (des individus) et conséquemment réduit le niveau de l'investissement local privé, affectant la possibilité d'une réduction de la pauvreté.

⁶⁷ EICP- ESPACIO DE INCIDENCIA CONTRA LA POBREZA. " Plan d'action 2003-2005" août 2003

⁶⁸ TROCAIRE "PRSP Update, December 2002, Central America, Honduras and Nicaragua". Décembre 2002

⁶⁹ Ibid

⁷⁰ Forum des ONG sur le Cambodge « une compilation des ONG et des Suggestions faites par la société civile sur la deuxième version du document stratégique national de réduction de la pauvreté au Cambodge », décembre 2002

⁷¹ Rapport PPTE du FMI et de la BM, septembre 2002 Zambie/Projet de dette, par Mphuka, Chrispin « étude PPTE : cas de la Zambie » décembre 2002.

⁷² Le réseau pour la justice économique de FOCCSIA. « le degré d'engagement des églises et de leurs conseils dans l'élaboration et l'exécution des DSRP », juillet 2003

Dans les pays secoués par la crise économique telle que la Bolivie, l'initiative des PPTE était initialement perçue comme un programme aidant les pays à mieux gérer leurs lourdes dettes et à accroître les ressources pour la réduction de la pauvreté. Il était tout simplement devenu un moyen pour diminuer les conséquences négatives de la crise⁷³. Toutefois, les ressources que ce programme fournissait ne parvenaient même pas à rehausser considérablement le budget des services sociaux. Services qui le plus souvent mettaient en exergue les effets de la crise⁷⁴.

Au Nicaragua, les populations étaient horrifiées à la vue du budget alloué en 2003 au paiement de la dette. Ce budget, selon les populations aurait pu couvrir les frais nationaux d'éducation et de santé⁷⁵. L'annulation de la dette était un besoin pressant et urgent.

Source du budget du DSRP : montant de l'allègement de la dette d'une aide imprévisible

Le DSRP dépendait de l'argent provenant de l'allègement de la dette et d'une subvention provenant du budget national. Un budget qui repose sur des ressources imprévisibles, incontrôlables et externes est voué à des déséquilibres. 53% du budget ougandais provenait des prêts et subventions externes⁷⁶. Les gouvernements se retrouvaient le plus souvent à réviser leurs budgets et plans du DSRP parce que les sources de financements reposaient sur la gratitude et l'humeur des donateurs.

Ce problème était accentué voire aggravé par l'imprévisibilité des transferts d'aides ou de l'allègement de la dette. Lorsqu'ils n'étaient pas annulés, les transferts financiers étaient reportés à une date ultérieure. En Zambie par exemple, les donateurs avaient refusé de tenir leur promesse de financement prétextant que le gouvernement n'était

pas à la hauteur de respecter les normes et les conditions servant de base pour tout pays nécessitant un financement⁷⁷.

Bien des plans et projets n'avaient pas été mis sur pied à cause des donateurs. Les fluctuations et l'incertitude des financements des donateurs rendaient la planification des DSRP extrêmement difficile et était un obstacle aux efforts fournis pour la réduction de la pauvreté. Tandis-que les pénalités et les sanctions étaient toujours prêtes et à s'abattre sur tout débiteur défaillant, aucune sanction et action n'était prise contre tout donateur défaillant.

En Somme, la BM et le FMI critiquaient le fait qu'aucun des rapports de DSRP ne mentionnait des plans éventuels en cas de déficit budgétaire. Dans le contexte de contraintes et d'incertitudes financières, sélectionner les problèmes les plus urgents du DSRP était une nécessité.

TROISIÈME PROBLÈME CLEF : MISE EN APPLICATION EFFECTIVE DES DSRP

Compte tenu de la faible priorité accordée aux projets et à la faible exécution de ces derniers, des contraintes du secteur public, du manque d'un système de contrôle détaillé et d'indicateurs appropriés, des déficits financiers, la bonne mise en exécution des stratégies est rendue difficile.

Faible priorité accordée aux projets en pratique

Dans un environnement ne définissant pas clairement les critères sélectifs des projets, les programmes destinés à la réduction de la pauvreté avaient très peu de chance d'être sélectionnés. Guidées par l'idée selon laquelle la croissance économique réduisait la pauvreté, les politiques macro-économiques étaient le plus souvent les premières à être choisies.

⁷³ CEDLA, Proyecto Control Ciudadano, Boletín Trimestral "Los Tropiezos de la Estrategia Antipobreza", Noviembre 2001

⁷⁴ CEDLA, Escobar de Pabón Silvia "Condicionalidad Externa y Desarrollo. Evaluando la Estrategia Boliviana de Reducción de la Pobreza". No 5 Mayo 2002

⁷⁵ TROCAIRE « PRSP Update 2002, Central America, Honduras and Nicaragua » December 2002.

⁷⁶ Mutume, Gumisai, « Un nouveau remède contre la pauvreté pour l'Afrique ? Les politiques d'ajustement structurel fragilisent les objectifs, critiques du DSRP » Africa Recovery Vol 16, N°4, Février 2003.

⁷⁷ Jubilee-Zambia / Debt Project, par Mphuka, Chrispin "HIPC Study: The case of Zambia". Décembre 2002

Il était temps de mentionner aussi la critique croissante motivée par le manque de politiques pour la redistribution des biens. En Honduras, pour des raisons économiques (Faire affaire avec le FMI) le gouvernement lança une campagne de réforme fiscale à travers la Réforme fiscale de l'an 2000. Réforme qui ne manqua pas d'affecter négativement les Petites et Moyennes Entreprises et d'accroître le chômage et la pauvreté. Le gouvernement se défendait en disant que la dernière réforme fiscale 'Ley de Equidad Tributaria' (Loi sur l'équité fiscale) avait pour but de réduire le fossé séparant les riches des pauvres. Pour les partenaires, l'égalité était une réalité nominale compte tenu du fait qu'aucune mesure n'avait été mise sur pied pour la redistribution des biens⁷⁸.

DSRP : Niveau bas de matérialisation

Comme nous l'avons mentionné plus haut, les stratégies pour la réduction de la pauvreté et les éléments de politique sociale étaient toujours parmi les derniers à être appliqués. Dans le même ordre d'idées, les partenaires remarquèrent que la mise en exécution des programmes liés à la pauvreté était lente et insignifiante et insignifiante à cause des facteurs tels que : les contraintes de capacité, le manque de financement, le refus de privilégier des programmes liés à la réduction de la pauvreté à cause du déficit financier (cas de la Zambie). Le manque de volonté politique aggravait ces problèmes. Au Nicaragua la mise en pratique des actions avait été renvoyée à une dette ultérieure brisant la motivation des acteurs sociaux et des populations engagés dans le processus et sous-estimant la crédibilité du programme⁷⁹. Tant que les programmes n'étaient pas mis en pratique et que les populations ne remarquaient aucun changement de leurs conditions de vie, le DSRP n'était qu'un

document sans valeur pour elles⁸⁰. « Le benchmark pour évaluer l'effet de ces programmes de réformes doit être l'amélioration des conditions de vie pour la population la plus vulnérable⁸¹.

Manque d'informations et de connaissances

Pour que les municipalités et les provinces soient engagées dans le processus d'application du DSRP il fallait qu'elles connaissent les stratégies à matérialiser. Dans la même lancée, aucun contrôle effectif par la société civile ou le gouvernement ne pouvait être réalisé s'il y avait manque d'organisation, de transparence et d'informations fiables communiquées au public. Au Nicaragua, le manque de sensibilisation du public et la mauvaise application du DSRP a motivé la critique générale. Le manque de sensibilisation du public a affecté négativement l'exécution des projets. Il était difficile de coordonner différents problèmes parce que les Ministres concernés n'avaient pas de représentants au niveau local. Après l'évaluation de la matérialisation du DSRP dans 7 municipalités⁸², on remarqua que malgré le niveau de connaissance et la variation des stratégies selon les municipalités, l'incompétence avait été l'obstacle majeur affectant l'engagement des autorités locales. Néanmoins, l'étude concluait que des attitudes positives de partage d'informations avaient été promues.

Contraintes méthodologiques

Les contraintes méthodologiques concernant l'allocation des fonds avaient été notées par les partenaires. Une analyse détaillée de la distribution de l'allègement de la dette dans les différentes municipalités en Bolivie démontrait que le département ayant le plus grand nombre d'indices de pauvreté ne bénéficiait pas d'un montant consistant de ressources. Ceci était justifié par la méthodologie utilisée. Méthodologie qui accordait plus d'importance au

⁷⁸ « Comentarios de las Organizaciones No Gubernamentales (ONG's) Ante el consejo Consultivo de la ERP sobre el Informe de Avances y Actualización Estrategia de Reducción de Pobreza ». Honduras

⁷⁹ Proyecto Fomento de la Participación de la Sociedad Civil en el Monitoreo, Seguimiento y Retroalimentación de la ERCERP (ADM, FUNDEMUNI, INGES, INPRHU, IMC, IPADE, ODESAR) "Segundo Informe de Avance M&S ERCERP en los 7 municipios de seguimiento" Nicaragua, Abril 2003

⁸⁰ Le réseau pour la justice économique de FOCCSIA. « le degré d'engagement des églises et de leurs conseils dans l'élaboration et l'exécution des DSRP », juillet 2003

⁸¹ Comité de Coopération pour le Cambodge, forum des ONG sur le Cambodge et Medicam « déclaration des ONG à la réunion consultative sur le Cambodge » Phnom Penh, 19 – 21 juin 2002.

⁸² "Proyecto Fomento de la Participación de la Sociedad Civil en el Monitoreo, Seguimiento y Retroalimentación de la ERCERP (ADM, FUNDEMUNI, INGES, INPRHU, IMC, IPADE, ODESAR) Nicaragua, Abril 2003. The municipalities included are: Malpaisillo, Dipilto, Camoapa, Pueblo Nuevo, Puerto Cabezas, San Ramon and Telpaneca

nombre d'habitants et négligeait les besoins réels. Ainsi les pauvres et les petites municipalités ne bénéficiaient de rien. Les municipalités aux populations dispersées et au niveau considérable de produits agricoles étaient privilégiées. Ce qui pouvait à long terme conduire à un exode rural⁸³.

Echec d'utiliser les capacités locales

Les partenaires au Nicaragua considéraient que la stratégie appliquée ne faisait pas recours aux capacités et aux compétences locales⁸⁴. La location des employés sensés mettre sur pied les programmes et les projets était organisée au niveau départemental. Aucune opportunité n'était donnée aux résidents des municipalités. De la même façon, les produits qui pouvaient être achetés dans les marchés locaux avaient été fournis au niveau central sous-estimant un apport potentiel pour le développement local.

Manque de volonté politique, manque de suivi

A Honduras, le travail de consultanat était fait afin de développer une approche de genre pour la formulation des politiques publiques et pour la planification d'un budget opérationnel. Cependant, une fois que la consultation était achevée, aucun de ces problèmes n'était suivi⁸⁵. Ceci soulignait un manque de continuité des politiques, de l'ingérence des ressources et le manque d'engagement des gouvernements à ce sujet.

QUATRIÈME PROBLÈME CLEF : NOUVEL ESPACE POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les résultats suivants sont ceux que nous avons pu noter pendant la phase d'application :

Le succès de réunir des participants (d'horizons divers) à travailler avec des méthodes nouvelles sur les questions de développement. Dans certaines municipalités au Nicaragua, le contrôle et la mise

en exécution du DSRP ont pour la première fois poussé les membres de la communauté, organisés sous le Comité de Développement Municipal, de suggérer des idées variées et constructives au développement de leur municipalité. Analyse communautaire de la pauvreté, permettant aux acteurs sociaux d'identifier les problèmes cruciaux posés par la pauvreté (incluant l'aspect culturel, écologique et environnemental) et d'évaluer les facteurs qui pourraient contribuer à la réduction du niveau de pauvreté au sein de leur municipalité⁸⁶. En définitive, certaines des suggestions et propositions faites pendant la phase de mise en exécution des projets du DSRP étaient tellement réfléchies qu'elles pourraient dans le futur être intégrées dans le Plan de Développement Local.

⁸³ CEDLA, Proyecto Control Ciudadano. Boletín Trimestral "Los Tropiceros de la Estrategia Antipobreza", Noviembre 2001

⁸⁴ « Proyecto Fomento de la Participación de la Sociedad Civil en el Monitoreo, Seguimiento y Retroalimentación de la ERCERP (ADM, FUNDEMUNI, INGES, INPRHU, IMC, IPADE, ODESAR) » Nicaragua, Abril 2003

⁸⁵ "Comentarios de las Organizaciones No Gubernamentales (ONG's) Ante el consejo Consultivo de la ERP sobre el Informe de Avances y Actualización Estrategia de Reducción de Pobreza". Honduras

⁸⁶ Proyecto Fomento de la Participación de la Sociedad Civil en el Monitoreo, Seguimiento y Retroalimentación de la ERCERP (ADM, FUNDEMUNI, INGES, INPRHU, IMC, IPADE, ODESAR), Nicaragua, Abril 2003.

DSRP application et contrôle : Recommandations

RECOMMANDATIONS FAITES AU GOUVERNEMENT

Aspects à inclure dans le DSRP dans le but de faciliter le processus de matérialisation :

- En collaboration avec la société civile, privilégier les politiques et les projets.
- S'assurer que le budget alloué à des projets n'est pas déficitaire.
- Inclure une analyse des contraintes clés du secteur public et sur comment les régler.
- Lier le DSRP aux autres plans nationaux et provinciaux (exemple le budget national, les stratégies sectorielles. Améliorer la consistance des plans nationaux et locaux de développement.
- Travailler afin d'élaborer et de spécifier des indicateurs acceptables et clairs des mécanismes de contrôle.
- Le taux de chômage devrait être l'un des meilleurs indicateurs de progrès ou d'échec du DSRP.
- Développer et inclure des délais stricts et diviser les responsabilités.
- Développer une approche intégrée pour la réduction de la pauvreté en incluant une approche sectorielle et territoriale.

Recommandations aux gouvernements concernant l'application du DSRP:

- Les mécanismes institutionnels devraient être renforcés par l'établissement des Points Focaux de Pauvreté en collaboration avec d'autres agences.
- Les Ministres devraient travailler en relation étroite avec les employés et les habitants des municipalités lors de l'application des stratégies, compte tenu du fait que les populations locales, connaissent les réalités locales.
- Les Ministres devraient augmenter les visites faites aux municipalités et veiller à l'application du DSRP au niveau municipal.
- Promouvoir une planification locale appropriée et

bien organisée.

- Les capacités et les marchés locaux devraient être proprement utilisés lors de l'application des projets.
- Au lieu de faire venir des matériels du niveau central, les dépenses publiques devraient être associées à la promotion de la croissance locale à travers l'utilisation des marchés locaux et des ressources humaines. Ceci sera une action concrète pour la réduction de la pauvreté.
- Accroître la dissémination de l'information afin que tous les secteurs puissent avoir la connaissance requise et s'engager plus à identifier les solutions.
- Améliorer les systèmes d'informations; une action prise dans une région devrait être connue par tous les membres des autres organisations sociales dans le but d'éviter une répétition d'efforts.
- Renforcer la revue des dépenses publiques et des mécanismes budgétaires. Assurer l'allocation adéquate des fonds et un programme transparent et organiser (les dates de paiements doivent être respectées) des paiements des fonds. Développer une base de données complète (régulièrement mise à jour) de tous les projets liés à la réduction de la pauvreté.

Recommandations faites aux gouvernements pour le contrôle du DSRP :

- Accroître la dissémination de l'information.
- Utiliser la langue locale la plus populaire. Avoir recours à tous les supports d'informations. Ainsi les citoyens sélectionnés pour mettre en place les stratégies et les bénéficiaires de ces stratégies auront l'information et la connaissance nécessaire. Ceci pourrait les motiver à s'engager entièrement dans l'identification des solutions.
- (Nicaragua) Institutionnaliser le processus de contrôle développé dans les municipalités. Ainsi

les nouvelles connaissances acquises à travers de multiples expériences pourraient être nécessaires pendant le suivi et le contrôle des politiques futures développées par le gouvernement central, les autorités locales ou les OSC.

- Les constatations faites lors du contrôle de la mise en exécution doivent être publiques.
- Évaluer l'impact social des stratégies pour l'éradication de la pauvreté.

Recommandations faites aux gouvernements concernant le déficit financier :

- L'allègement de la dette n'est pas suffisant. S'organiser au niveau national et plaider pour l'annulation de la dette, en collaboration avec d'autres pays.
- Plaider pour la séparation du DSRP \ l'initiative PPTE
- Financer les projets les plus urgents selon la société civile

RECOMMANDATIONS FAITES À LA SOCIÉTÉ CIVILE

En ce qui concerne l'application et le contrôle du DSRP, la société doit :

- Identifier des groupes dynamiques opérant indépendamment comme surveillants et contrôleurs de l'application du processus du DSRP. Les ONG devraient aussi disséquer et recycler ces groupes afin qu'ils produisent un travail de bonne qualité.
- Promouvoir une planification locale, adéquate et bien organisée
- Mettre sur pied des outils rapides d'évaluation (coopération avec l'Etat) dans le but de permettre aux organisations locales d'évaluer et de contrôler l'impact des stratégies de leur communauté.
- Développer des indices de réduction de la pauvreté en dehors de ceux contenus dans le DSRP national. Ces indices doivent tenir compte des biens, du genre, de la position géographique, du

secteur économique et autres secteurs délicats.

- Contrôler l'application à travers une variété de méthodologies telles que le contrôle des dépenses et de la pauvreté.
- Le résultat du contrôle des projets doit être connu des acteurs et des bénéficiaires.
- Les grandes ONG situées dans les chef-lieux de provinces doivent être en contact avec celles se trouvant dans les départements et arrondissements et les autres acteurs du développement afin qu'ils soulèvent des problèmes liés à l'application et au contrôle des projets au niveau national.
- Les ONG doivent établir, maintenir et solidifier leurs relations avec les Ministères chargés des questions du développement.

RECOMMANDATIONS FAITES AUX DONATEURS :

En ce qui concerne l'application et le contrôle, les donateurs devraient :

- Dissocier DSRP \ l'initiative PPTE
- Promouvoir et accorder l'annulation de la dette
- Mettre la pression au gouvernement afin de privilégier les projets à réaliser dans différentes municipalités pour éviter l'ingérence des ressources.
- Bâtir une approche intégrée. Privilégier l'apport financier plutôt que de spéculer sur des projets à long-terme
- Les donateurs doivent vérifier si leur contribution financière a un impact positif sur les pauvres et n'encourage pas la corruption.

Sources

ETUDES DES MULTIPLES PAYS

Documentation des partenaires

AFRODAD “Analyse comparative de 5 pays Africains ayant finalisé leur DSRP” (Burkina Faso, Mauritanie, Mozambique, Tanzania and Uganda) 2002

AFRODAD “Africa’s Experience with the PRSP Content and Process. (Draft Report)” Synthesis Report for 10 African Countries: Burkina Faso, Mauritania, Uganda, Tanzania, Malawi, Mozambique, Ghana, Kenya, Rwanda and Zambia) 2003

AFRODAD “Civil society Participation in the Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP) Process. As Synthesis of Five Studies Conducted in Burkina Faso, Mauritania, Mozambique, Tanzania and Uganda” April 2002

AFRODAD, “Workshop Report on PRSP Strategic Meeting: Process and Content of the Five African Countries with full PRSPs” Harare, Zimbabwe, April 2002

THE ECONOMIC JUSTICE NETWORK OF FOCCSIA. “The extent to which the churches and more specifically the Church Councils were involved in drawing up and executing the PRSP’s” July 2003.

Autres sources

CHRISTIAN AID, Painter Genevieve “Quality Participation in Poverty Reduction Strategies. Experiences from Malawi, Bolivia and Rwanda” April 2002.

FOCUS ON THE GLOBAL SOUTH, Roy Chavez Maluan, Jenina and Guttal, Shalmali “Structural Adjustment on the Name of the Poor. The PRSP Experience in the Lao PDR, Cambodia and Vietnam” January 2002

Mutume, Gumisai, “A New Anti-Poverty Remedy for Africa? Adjustment policies weaken PRSP goals, critics, charge” Africa Recovery Vol 16, No4. February 2003

TROCAIRE “ PRSPS – Policy & Practice in Honduras and Nicaragua” Trocaire’s Contribution to the World Bank/IMF PRSP review process, January 2002

TROCAIRE “PRSP Update, December 2002, Central America, Honduras and Nicaragua” December 2002

BANGLADESH**Documentation des partenaires**

M.M Akash “ Brief Note on the PRSP Process on Bangladesh” Chairman of the People’s Empowerment Trust (No other sources were consulted)

STEPS TOWARDS DEVELOPMENT. “National Dialogue on Gender and the PRSP. Report and Recommendations”. November 26 2002

BOLIVIA**Documentation des partenaires**

CEDLA Rosell, Pablo “Dialogo Nacional 2000: Dialogo sobre Pobreza o Pobreza de un Dialogo?” No 1. Noviembre 2000

CEDLA. Aguirre, Alvaro; Espada, Juan Luis “Problemas de la Estrategia para la Reducción de la Pobreza” No 3 Febrero 2001

CEDLA “Y Después del Diálogo qué? Percepciones, valoraciones y expectativas de la sociedad civil sobre el Dialogo Nacional 2000 y la Estrategia de Reducción de La Pobreza” No 4, Febrero 2001

CEDLA, Escobar de Pabón Silvia “Condicionalidad Externa y Desarrollo. Evaluando la Estrategia Boliviana de Reducción de la Pobreza”. No 5 Mayo 2002

CEDLA, Proyecto Control Ciudadano, Boletin Trimestral “Los Tropiczos de la Estrategia Antipobreza”, Noviembre 2001

Autres sources

CHRISTIAN AID, “ Participating in Dialogue? The Estrategia Boliviana de Reducción de la Pobreza” January 2002

BURKINA-FASO**Documentation des partenaires**

Vair AFRODAD dans l’Etude des multiples pays.

Autres sources

DIAKONIA, Harsmar Mats “ Poverty Reduction Strategy Process in Burkina Faso. Some observations” January 2002

CAMBODIA

Documentation des partenaires

NGO Forum on Cambodia on behalf of the Asian NGO Coalition (ANGOC) for the East Asia Pacific Regional NGO Working Group on the World Bank. “Rapid Assessment of the PRSP Process in Cambodia: Two Banks, Two Processes, Two Documents” September 2001

NGO Forum on Cambodia “NGO Comments on Contents of the I-PRSP”, November 2000

NGO Forum on Cambodia, “Results of Initial Discussions among NGOs/CSOs on the National Poverty Reduction Strategy of Cambodia” November 2000

NGO Forum on Cambodia “ A Rapid Comparison on the NGO Statement to the 2002 Meeting and the Second Draft of the PRSP in Cambodia”. November 2002

NGO Forum on Cambodia, “Speech of Ms Siv Senith, Deputy Representative at the Provincial Launch of the National Poverty Reduction Strategy” March 2003

NGO Forum on Cambodia “A Compilation of NGO and Civil Society Comments on the Second Draft of Cambodia’s National Poverty Reduction Strategy Paper” December 2002

NGO Forum on Cambodia “PRSPs in non-HIPC Countries - the Case of Cambodia” Presentation, April 2003 FOSDEH (Social Forum of External Debt and Development of Honduras) “Process and Experience For the Preparation of a Poverty Reduction Strategy Paper in Honduras” Honduras, October 2001

Cooperation Committee for Cambodia, NGO Forum on Cambodia and Medicam “ NGO Statement to the 2002 Consultative Group Meeting on Cambodia” Phnom Penh, 19-21 June, 2002

NGO Forum on Cambodia “ A Rapid Comparison of the NGO Statement to the 2002 CG Meeting and the Final Draft of Cambodia’s National Poverty Reduction Strategy” June 2003

NGO Forum on Cambodia “Cambodia’s National Poverty Reduction Strategy Paper- Suggestions for NGO Follow-Up, Monitoring and Advocacy” June 2003

Autres sources

DIAKONIA; Edgren Anna “Participatory Policy Making and Poverty Reduction Strategies in Cambodia” 2002

See also multi-country study listed above.

HONDURAS

Documentation des partenaires

FOSDEH (Social Forum of External Debt and Development of Honduras) “Process and Experience For the Preparation of a Poverty Reduction Strategy Paper in Honduras” Honduras, October 2001

“Comentarios de las Organizaciones No Gubernamentales (ONG’s) Ante el consejo Consultivo de la ERP sobre el Informe de Avances y Actualizacion Estrategia de Reducción de Pobreza”. Honduras

EICP- ESPACIO DE INCIDENCIA CONTRA LA POBREZA. “ Plan of Action 2003-2005” August 2003

Autres sources

See multi-country studies listed above.

MOZAMBIQUE

Documentation des partenaires

Mozambique Debt Group, “Position of the Mozambican Debt Group on the PRSP process”. March 2003

AFRODAD “Civil society Participation in the PRSP Process. A Case for Mozambique” 2002

See also AFRODAD multi-country studies listed above

NICARAGUA

Documentation des partenaires

Proyecto Fomento de la Participación de la Sociedad Civil en el Monitoreo, Seguimiento y Retroalimentación de la ERCERP (ADM, FUNDEMUNI, INGES, INPRHU, IMC, IPADE, ODESAR) “Segundo Informe de Avance M&S ERCERP en los 7 municipios de seguimiento” Nicaragua, Abril 2003

Autres sources

See multi-country studies listed above.

VIETNAM

Documentation des partenaires

Due to the unusual situation of NGOs in Vietnam, no local partner documentation was available.

Autres sources

Oxfam, Save the Children OK, World Population Fund. “Contribution to the 2002 Consultative Group

Meeting, Vietnam from the Three International Non- Governmental Organisations”

SGTS & Associates report to the Department for International Development (UK). “Civil Society Participation in Poverty Reduction Strategy Papers (PRSP). Vol III: Vietnam Case Study” Hanoi June 2000

United Nations Country Team, “Comments on the Fourth Draft Comprehensive Poverty Reduction and Growth Strategy (CPRGS)” 2001-2005

IMF and IMDA: Joint Staff Assessment of the Vietnam Poverty Reduction Strategy

See also multi-country study listed above.

ZAMBIA

Documentation des partenaires

Civil Society for Poverty Reduction, “The Voice of Civil Society on the PRSP in Zambia” December 2000

Civil Society for Poverty Reduction, “ 2003 National Budget Fails to address the PRSP as a National Priority” February 2003

Chikwanka, Gregory, C SPR “Zambia’s Poverty Reduction Strategy Paper: Process and Content- A Civil Society Perspective” April 2003

Chikwanka, Gregory, C SPR “Monitoring and Evaluation of Poverty Reduction Programmes: A Civil Society Perspective” April 2003

Mpepo P, Besinati, C SPR “ Civil society and the PRSP Process in Zambia. Participation and Contentious Issues” Presented at the University of Zambia/ University of Duisburg workshop programme on the PRSP Research Project, Palm Wood Lodge, September 2002.

Mpepo, P. Besinati, C SPR “Engagement of Civil Society in the Zambian PRSP Process Formulation, Implementation and Monitoring” Presented at a ZCTU/FES Workshop on General Orientation to the PRS and the Zambian PRSP Process. Lusaka, Thursday March 27 2003.

Jubilee-Zambia / Debt Project, by Mphuka, Chrispin “HIPC Study: The case of Zambia”. December 2002

Jubilee Zambia, “Civil Society Concerns on the PRSP” Press Statement, June 2001

See also AFRODAD multi-country studies listed above.

